

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Libye

Médias et manipulation de l'opinion

N° 28 du 26.06.11

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libyens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part :

William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes.

Nous venons de vivre des journées de grands progrès vers la civilisation. Ou pas ?

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Le Waterloo de l'OTAN?

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

2-1 Communauté internationale : Les vraies raisons de la guerre en Libye.

2-2 Jody McINTYRE : Mais pourquoi un tel silence ? " Face à une guerre basée sur le mensonge ?

2-3 William Blum : Le Rapport Anti-Empire : N'oublions pas à quoi ressemble une « intervention humanitaire ».

2-4 Peter Dale Scott : Viols en Libye.

2-5 Jonathan Schell : Attaquer la Libye en même temps que le dictionnaire.

2-6 Farid Merrad : "Pas de négociations en cours" ?

2-7 Manlio Dinucci : La nouvelle conquête coloniale de la Libye.

2-8 Fernent : Blackout des médias impérialistes sur la sale guerre coloniale.

2-9 Yash Tandon : Comment les choses peuvent-elles évoluer en Libye ?

3 Annexe

3-1 Bill Van Auken : Les guerres sans fin des Usa.

3-2 Ces victimes dont on ne parle pas...et ces chiffres que l'on ne publie pas!

Tiré à part :

William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes.

Lorsqu'ils ont bombardé la Corée, le Vietnam, le Laos, le Cambodge, El Salvador et le Nicaragua, je n'ai rien dit, je n'étais pas communiste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Chine, le Guatemala, l'Indonésie, Cuba et le Congo, je n'ai rien dit, je n'étais pas au courant.

Lorsqu'ils ont bombardé le Liban et la Grenade, je n'ai rien dit, je n'y comprenais rien.

Lorsqu'ils ont bombardé le Panama, je n'ai rien dit, je n'étais pas un trafiquant de drogue.

Lorsqu'ils ont bombardé l'Irak, l'Afghanistan, le Pakistan, la Somalie et le Yémen, je n'ai rien dit, je n'étais pas un terroriste.

Lorsqu'ils ont bombardé la Yougoslavie et la Libye pour des raisons « humanitaires » je n'ai rien dit, cela avait l'air d'être une bonne raison.

Quand ils sont venus me bombarder, il n'y avait plus personne pour me défendre. Aucune importance, puisque j'étais mort. (1)

Les Cibles

C'est devenu un cliché que d'accuser les Etats-Unis de choisir comme cibles les gens de couleur, ceux du tiers-monde ou les musulmans. Mais il ne faut pas oublier qu'une des plus longues campagnes de bombardement américaines féroces des temps modernes – pendant 78 jours consécutifs – fut menée contre les habitants de l'ex-Yougoslavie : blancs, européens et chrétiens. Les Etats-Unis sont pour l'égalité des chances, lorsqu'il s'agit de bombarder.

Les seules conditions requises pour devenir une cible sont : a) constituer un obstacle - n'importe lequel – à la volonté de l'Empire Américain ; b) être virtuellement sans défense contre les bombardements aériens.

Les Survivants

« Nous ne voyons jamais le feu et la fumée, nous ne sentons jamais l'odeur du sang, nous ne croisons jamais les regards terrorisés des enfants dont les cauchemars seront désormais hantés par des missiles hurlants tirés par les terroristes invisibles, connus sous le nom d'Américains » (2)

La NASA a annoncé une nouvelle mission spectaculaire, le lancement d'une fusée qui voyagera pendant 4 ans pour se poser sur une astéroïde où elle prélèvera un peu de poussière de la surface et ramènera sa précieuse cargaison sur la Terre, où des scientifiques l'examineront pour trouver des indices sur les origines de la vie. Une véritable histoire de science-fiction. Cela dit, à titre personnel je considérerais comme une prouesse bien plus grande pour l'humanité la possibilité de mettre fin à tous les bombardement américains et à toutes leurs guerres, et inculquer un peu d'humilité à la Sainte Trinité – les Etats-Unis, l'Union Européenne et l'OTAN – qui ne reconnaissent aucun pouvoir supérieur et qui croient qu'ils ont littéralement le droit de faire partout dans le monde ce qu'ils veulent, à qui ils veulent, aussi longtemps qu'ils le veulent, et de qualifier leur action d'un nom choisi au hasard, « humanitaire » par exemple.

La chute de l'Empire Américain offrirait un nouveau départ pour le peuple américain et le monde qui souffrent depuis si longtemps.

Notes :

(1) [Full list of US bombings since World War 2](#)

(2) Martin Kelly, publisher of a nonviolence website

Traduction "fermez les yeux et répétez après moi : le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse... le blocus n'existe pas, c'est juste une excuse..." par VD pour le Grand Soir avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

[William Blum : Que Dieu bénisse l'Amérique, et ses bombes](#)

5 juin 2011

[Source : Le Grand Soir](#)

Nous venons de vivre des journées de grands progrès vers la civilisation. Ou pas ?

11 avril, Côte d'Ivoire. L'armée française renverse et arrête le président d'un pays qui n'a pas agressé la France, mais a refusé de lui livrer inconditionnellement ses richesses.

Pas d'enquête médiatique sur le pétrole, le cacao ou les dessous de la guerre civile.

28 avril, Maroc. Un attentat cible des touristes étrangers justement alors que Mohamed VI fait face à une contestation sociale et démocratique croissante. Pas d'enquête médiatique sur une possible implication des services secrets appliquant une classique « stratégie de la tension ».

1 mai, Libye. L'Otan tente d'assassiner le chef d'Etat d'un pays étranger, violant son propre mandat obtenu de l'ONU et limité à la « protection des civils ». Trois enfants de quatre mois, deux ans et trois ans sont tués. Pas d'enquête médiatique sur le respect du droit international, ni sur les véritables objectifs d'Obama – Exxon, de Cameron – BP et de Sarkozy – Total.

1 mai, Pakistan. Le même jour, comme par hasard, Obama fait exécuter sans procès un Ben Laden désarmé et annonce : « *Justice est faite* ». Même les criminels nazis avaient eu droit à un tribunal. Pas d'enquête médiatique sur les révélations que Ben Laden aurait risqué de faire. Ni sur le fait que l'occupation de l'Afghanistan devrait en toute logique s'arrêter à présent. Certains intérêts tentent de nous ramener à l'époque coloniale quand le seul droit reconnu était le droit du plus fort. Pillier les richesses du monde entier est l'intérêt des multinationales, mais les gens ont au contraire intérêt à la paix. Donc à la coopération Nord - Sud pour mettre fin à la pauvreté. Ces guerres sont aussi contre nous.

<http://www.michelcollon.info/Des-journees-de-grands-progres.html>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

le bon vieil impérialisme occidental a du plomb dans l'aile. Il n'a peut-être plus les moyens de ses ambitions..."

1-1 Le Waterloo de l'OTAN?

<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/carnets/2011/06/24/133001.shtml?auteur=2096>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Communauté internationale : Les vraies raisons de la guerre en Libye.

Excellent article tiré de Quotidien en Mutations:

Dans l'impossibilité de répliquer individuellement à tous ceux qui ont réagi à mon premier article, Les Mensonges de la guerre de l'Occident contre la Libye, tout le monde. J'ai ainsi décidé d'écrire cet article pour répondre collectivement à vos doutes et interrogations que j'ai résumés et regroupés en ces quelques points ci-dessous qui reflètent intimement ma pensée, mes convictions.

1- Kadhafi a-t-il tiré sur son peuple ? Kadhafi a-t-il tué 10.000 Libyens ? Faux !

Dans cette expression de « tirer sur son peuple » il y a déjà l'intention de nuire au président Libyen. On veut manipuler l'opinion en suscitant son indignation. S'il avait tiré sur le peuple italien ou français cela aurait-il été plus normal ? Non. Il ne s'agit en effet que d'une association de mots savamment étudiés dans des bureaux de recherches stratégiques pour trouver les expressions appropriées à intégrer à la vraie guerre qui a ensuite été déclenchée.

Pour revenir à l'accusation même, L'information principale qui a justifié la résolution 1973 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies est celle d'un prétendu carnage de 10.000 morts et 55.000 blessés en 1 mois, commandité par le Président Libyen. C'est une affirmation mensongère et pour plusieurs raisons :

- Logique : Pour tuer 10.000 personnes en un mois, il faut être capable d'en tuer 300 à 400 tous les jours. Seul Hitler y est parvenu, mais il a eu besoin de plusieurs installations de fours crématoires.

- Kadhafi aurait utilisé des avions de combat qui normalement volent à 5.000 mètres d'altitude et à une vitesse de 1.000 km/h. A moins de larguer une bombe atomique, ces avions, aussi spéciaux soient-ils ne pourraient pas réussir un tel exploit.

- Pour les blessés, leur nombre est dans tous les pays du monde fournis par des sources hospitalières. Dans la gestion optimale d'un hôpital, il est prévu environ 10 à 20 places de libre pour accueillir des cas imprévisibles. Pour accueillir 55.000 blessés, à raison de 20 par hôpital, il faudrait 2.750 hôpitaux pour accueillir tous les blessés Libyens et même en utilisant tous les hôpitaux du continent africain (environ 1.230) on n'y arriverait jamais.

- Les photos diffusées de ce prétendu massacre proviennent du cimetière «Sidi Hamed Cemetery» où se déroulait une normale opération de renouvellement du sol avec déplacement des restes humains, pratique très

habituelle et commune dans le monde judéo-islamo-chrétien pour laisser place aux nouveaux morts, chaque 10 ou 20 ans selon les pays.

- Origine de l'information. Le philosophe Chinois Mo Tseu (479-381 avant l'ère chrétienne) a écrit que pour vérifier la véracité d'une information, il faut d'abord identifier la source et se demander quelles sont les raisons avouées et inavouées de celui qui vous communique une information. D'où est arrivée l'information ? des rebelles, c'est naturel ! Mais diffusée sans conditionnel par la Chaîne de télévision Al Jazeera qui appartient à l'émir du Qatar. Le hasard veut que ce petit pays soit le seul pays Arabe qui participe à larguer les bombes sur la tête des Libyens. Une coïncidence plutôt troublante.

A ce jour, plusieurs mois après le prétendu massacre, on n'a toujours pas l'ombre d'une preuve irréfutable. Ce qui n'a pas empêché le mandat d'arrêt du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) Luis Moreno-Ocampo qui était vigilant de menacer Gbagbo pour les 7 femmes tuées à Abobo le 8 Mars 2011, mais complètement muet au moment des faits et amnésique aujourd'hui pour les 1.200 morts de Ouattara à Duékoué (selon le CICR et la CARITAS) et cela en présence des troupes françaises de la Licorne et celle de l'ONUCCI.

Monsieur Moreno-Ocampo n'a pas jugé opportun d'effectuer le moindre déplacement en terre libyenne pour vérifier ces accusations. Qu'importe, demander l'arrêt d'un Chef d'état Africain non docile est devenu le seul motif qui justifie l'existence même du TPI.

2- Kadhafi et les migrants africains

Lorsqu'en 2006, Kadhafi réunit les Ministres de l'Intérieur Africain pour leur proposer une carte d'identité unique avec une codification commune pour toute l'Afrique afin de faciliter le déplacement des Africains sur tout le continent sans formalité administrative excessive, tous les présents étaient contents et enthousiastes du projet du guide Libyen. Mais à leur retour, un coup de fil à Paris, un autre à Londres et voilà que l'idée n'était plus bonne pour certains pays qui ont vite relayé la propagande selon laquelle si la mesure était entrée en application, la Libye aurait colonisé les autres pays africains. Là où le comble arrive est lorsque les clandestins africains en Libye proviennent à 99% des pays qui avaient refusé la proposition Libyenne.

Par ailleurs, pour des raisons de sécurité intérieure, aucun pays du monde ne peut assister passivement au fait que son territoire devienne le point de passage des personnes qu'il n'est pas en mesure d'identifier. En Libye, il y a la même loi qui est en vigueur dans tous les pays Africains, c'est le délit de clandestinité pour les étrangers démunis de titres de séjours valides.

Pour terminer, pour tous les Africains dotés d'un minimum sens de discernement, il ne fait aucun doute que le destin de la jeunesse africaine n'est pas celui de se mettre en marche vers l'illusion d'un hypothétique paradis européen pour occuper le bas de l'échelle des classes sociales en occident. L'objectif pour lequel il vaut la peine se battre est celui de faire rêver l'Afrique. L'Afrique doit faire rêver les Africains, afin qu'ils aient la sérénité et l'enthousiasme nécessaire pour surmonter les défis qui les attendent.

En conclusion, accuser Kadhafi de n'avoir pas laissé les clandestins se déplacer librement sur son territoire c'est faire montre d'une incapacité à comprendre la complexité des problèmes qui nous entourent.

3- Kadhafi et la longévité de son pouvoir

Une des raisons pour aller bombarder la Libye est que le Guide Libyen a passé trop d'année au pouvoir (42 ans). Le record de longévité des hommes politiques au pouvoir n'est pas détenu ni par Kadhafi, encore moins par les Africains, mais par les Occidentaux. Prenons 4 exemples de 4 pays qui bombardent la Libye pour lui exporter leur modèle de démocratie :

Les USA : L'ancien membre du Ku Klux Klan, Robert Byrd, qui a reconnu dans ses mémoires en 2005 avoir orchestré une manœuvre au Congrès américain en 1964 pour retarder la loi sur les droits civiques des Noirs, a siégé au Sénat Américain de façon ininterrompue pendant 56 ans. Né le 20 novembre 1917, et membre du Parti démocrate et sénateur de Virginie-Occidentale, il siègera au Congrès des États-Unis de janvier 1959 à sa mort survenue le 28 juin 2010. Cela fait 63 ans au total en ajoutant les 6 ans qu'il a passé à la chambre des Représentants, où il est entré le 20 janvier 1953 lorsque le président Harry Truman cédait sa place à la Maison Blanche à Dwight Eisenhower et il en est reparti seulement qu'à cause de la mort, sous la présidence Obama. Avant lui, monsieur Carl Hayden a été Sénateur pendant 56 ans et 319 jours, de 1912 à 1969. Et bien d'autres encore.

Lorsqu'on sait qu'un sénateur Américain est 10 fois plus puissant qu'un Chef d'Etat Africain, cela donne une idée de la profondeur de cette longévité politique.

En France, Louis Philippon a été maire de Juvigny dans l'Aisne, pendant 69 ans (de 1929 à 1998), Philippe de La Moissonnière-Cauvin, a été maire de La Fontelaye en Seine-Maritime pendant 63 ans de 1945 à 2008. Hubert d'Andigné, a été pendant 59 ans maire du Champ-de-la-Pierre dans l'Orne de 1946 à 2005. Roger Sènié âgé de 90 ans est aujourd'hui le maire de La Bastide-de-Bousignac dans l'Ariège, poste qu'il occupe depuis octobre 1947, c'est-à-dire 64 ans, peut-être qu'en 2014 briguera-t-il un nouveau mandat. Dans le pays de la révolution française, y aura-t-il un candidat pour le battre ? C'est le même cas que pour Monsieur Arthur Richier, âgé de 89 ans et maire de Faucon-du-Caire dans les Alpes-de-Haute-Provence, depuis 1947 à ce jour.

Pierre Abelin (1909-1977), politicien français qui cumulera les fonctions de ministre dans 4 gouvernements, de Shumann en 1947 à Chirac en 1974, député de 1945 à 1974, maire de Châtellerauld (de 1959 à sa mort en 1977) . Et lorsqu'il meurt, il est remplacé à la mairie par sa femme, parce que son fils Jean-Pierre Abelin qui n'a que 27

ans a besoin de temps pour prendre l'héritage de papa et tout rafler: ainsi il est aux manettes juste un an plus tard et devient député de la Vienne de 1978 à aujourd'hui, Conseiller général de 1977 à aujourd'hui, vice président du conseil général depuis 1982 à aujourd'hui. Et depuis 2008, il a ajouté à tous ces pouvoirs, le poste du Maire de cette même ville. A quoi servait la révolution française ? Que se serait-il passé si cette saga s'était passée dans une famille africaine ? On aurait tout simplement conclu que les Africains s'accrochent au pouvoir. Voilà le détail de ce système de dynastie démocratique à la française qu'on utilise les bombes pour exporter en Libye ;

Roselyne Bachelot, l'actuelle Ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale a depuis 23 ans (1988) pris la succession de son père Jean Narquin qui avait été pendant 20 ans député du Maine-et-Loire de 1968 à 1988. Comme cela ne suffit pas pour rafler tout l'héritage de papa, elle cherche depuis à en ajouter une nouvelle fonction : Maire d'Angers. Son fils Pierre Bachelot né en 1970 entre au parlement dès l'âge de 22 ans comme Assistant de maman. Le petit génie de fils accompagnera la mère comme conseiller parlementaire, lorsque maman deviendra successivement Ministre de l'écologie en 2002 et Ministre de la santé en 2007. C'est cette année que le jeune Pierre prendra son autonomie à 37 ans, puisqu'il sera nommé à un poste créé sur mesure pour lui par maman à l'Inpes (l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé) malgré sa formation en «art privé». Elle n'est pas belle la démocratie au pays de la révolution française ? Il faut vite l'exporter en Libye.

En Italie, Giulio Andreotti a été élu député en 1946 et aujourd'hui il vote comme sénateur à vie, c'est dire depuis 65 ans. Comme il n'avait plus la force de faire la campagne électorale, il a été nommé « Sénateur à vie ». Il a ainsi cumulé ses fonctions de député et de Président du Conseil Italien, poste qu'il a occupé 7 fois en 20 ans, du 17 Février 1972 au 24 Avril 1992. Pendant ce temps, son parti est resté au pouvoir sans interruption de 1946 à 1992, c'est-à-dire 46 ans. Et ne sera balayé que par la justice pour corruption. Pour comparaison, le parti de Kadhafi n'a fait que 42 ans au pouvoir en Libye.

Dans le Royaume Uni, la situation est encore catastrophique où on ne parle pas de longévité d'Elizabeth II qui est reine de 16 pays indépendants depuis 1952. En 1942 à seulement 16 ans, elle est déjà nommée chef de l'armée et passe en revue les troupes. Classée par le magazine FORBES 214ème fortune mondiale pour le seul mérite d'être née, elle coûte aux britanniques la somme de 43 millions de dollar par an. La reine n'a pas de pouvoir ?

Et si Kadhafi devait devenir le roi de la Libye ? Que se serait-il passé si Kadhafi avait instauré un émirat avec sa famille, comme le Qatar qui participe aux bombardements ? Qu'aurait-on dit si pour le mariage d'un des fils de Kadhafi on avait décrété une journée fériée, immobilisé toute la nation ? Exactement comme cela s'est passé à Londres pour le mariage du prince William et de Kate le 29 avril 2011 ??? La télévision France24 a calculé le coût de cette journée fériée à 6 milliards d'euros au patronat britannique. Cette folie démocratique qu'on veut exporter en Libye a coûté à la mairie de Londres 22 millions d'Euros pour la seule sécurité. Pendant ce temps, les frais de scolarité par an dans les universités publiques britanniques ont été multipliés par 3 (passant de 3900 à 10700 euros). Le Canada qui reste une colonie doit payer 50 millions de dollars canadiens par an pour soutenir la famille royale britannique ; pendant ce temps selon Statistique Canada, les frais d'inscription dans les Universités Canadiennes ont augmenté entre 1996 et 2002 par exemple dans la province de l'Ontario de 141% pour la faculté de droit, de 241% pour la médecine et de 315% en dentisterie. Et on peut bien se demander comment peuvent-ils prétendre concurrencer la Chine sur les spécialités intellectuelles en pénalisant ainsi l'acquisition de ces connaissances pointues, par leur jeunesse.

En Afrique, à ce jour, aucun politicien Africain n'a battu ces records d'incohérence, à n'importe quel niveau de la vie politique. Ailleurs, ce qu'on exige d'un politicien est son bilan pourquoi ceci ne serait-il pas valable pour le président Libyen ? Mais pour avoir une idée de son bilan politique pour son pays, il faut juste se poser la question de savoir pourquoi il n'y a jamais un seul Libyen sur les trop nombreuses embarcations de fortune qui échouent sur les côtes italiennes de Lampedusa ? Pourquoi les Libyens ne fuient-ils pas leur pays ? Mais aussi, si Kadhafi est ce méchant dictateur, pourquoi c'est le pays Africain qui a le plus grand taux d'étrangers ? Les ressortissants des USA, France, GB, se sentent-ils mieux au Qatar ou en Libye ? Et que dire du fait que le drapeau de la rébellion libyenne est bien celle de la royauté. C'est comme si des rebelles français aujourd'hui brandissaient le drapeau des rois de France, c'est-à-dire que les occidentaux font la guerre en Libye pour la reporter en arrière de 43 ans, pour passer d'une république fut-elle imparfaite, vers une royauté, pourvue que le nouveau roi soit docile, et que l'argent du pétrole remplissent les banques qu'on lui indiquera, il peut être sûr qu'on lui déroulera le tapis partout en occident.

(A suivre)

*Jean-Paul Pougala**

Genève le 24 Mai 2011

() Jean-Paul Pougala est un Ecrivain Camerounais, Directeur de l'Institut d'Etudes Géostratégiques et Professeur de Sociologie et de Géopolitique à la Geneva School of Diplomacy de Genève en Suisse.*

(pougala@gmail.com)

L'avenir n'est interdit à personne, L. Gambetta

2-2 Jody McINTYRE : Mais pourquoi un tel silence ? " Face à une guerre basée sur le mensonge ?

A présent nous allons envoyer des *Apache* pour bombarder les civils libyens. Une escalade de plus dans une guerre sanglante de l'OTAN de plus. Ou, comme l'a dit le Colonel Jason Etherington, « *ce n'est qu'un élément de plus dans le jeu* ».

La totalité des médias suivent la ligne officielle. Il s'agit d'une guerre pour protéger les civils. Il s'agit d'une guerre pour forcer Kadhafi à partir. Comme si les gouvernement occidentaux, avec leur brillant historique de violations des droits de l'homme à travers le monde, avaient la moindre autorité morale pour porter un jugement sur le gouvernement Libyen. La rhétorique d'Etherington révèle la minable vérité, cette guerre n'est qu'un jeu pour nous, un « *jeu* » qui mérite d'être élargi.

Même **Al Jazeera** raconte la même histoire de « *rebelles* » qui capturent des villes les unes après les autres. Mais la chaîne ne diffuse pas d'images de Tripoli, la capitale, où, à l'exception des bombardements de l'OTAN, les gens continuent de vivre leurs vies. Et on ne montre jamais les images des crimes commis par cette soi-disant brigade « *rebelle* » qui a violemment attaqué les Libyens et Africains noirs dans l'est du pays, en les qualifiant de « *mercenaires africains* », embauchés par Kadhafi, même si tous les Libyens sont en fait des Africains.

Rien de tout ça n'est raconté, parce que ça ne cadre pas avec la version officielle. Les merveilleux dirigeants rebelles, dont beaucoup travaillaient pour Kadhafi il y a encore quelques mois, sont nos alliés.

Kadhafi, le méchant utile, est notre ennemi juré.

Mais pourquoi un tel silence ? Contrairement à l'Afghanistan et à l'Irak, qui ont provoqué d'énormes protestations à travers le monde, les réactions devant la Libye ont été relativement faibles. On nous a vendu une fausse prémisse et, comme dirait Noam Chomsky, nous avons permis la fabrication de notre consentement.

Après le rideau de fumée initial qui a bien fonctionné, le gouvernement britannique, entre autres, n'a plus besoin de cacher ses véritables objectifs. Même s'il n'en a jamais vraiment eu besoin. « *Nous n'allons pas établir une échéance*, » dit William Hagie. Bien sûr que non, car l'impérialisme ne connaît aucune limite lorsqu'il s'agit de faire la guerre.

J'ai toujours été frappée par les gens qui réagissent de façon hystérique lorsqu'il s'agit d'une guerre où notre pays est impliquée. Si vous faites remarquer la réalité de la situation, ils vous accuseront d'être indifférent au sort des civils libyens, ou de soutenir une dictature.

En réalité, **c'est notre gouvernement qui a pour habitude de soutenir les dictatures, et c'est notre gouvernement qui est en train de bombarder des civils libyens.**

Comme l'a écrit cette semaine Frank Netter dans son blog « Straight Talk », « Chacun d'entre nous qui paie des impôts accepte tacitement et indirectement le financement des bombes qui sont actuellement employées pour tuer des Afghans et des Libyens. Pour citer Sartre, "vous n'êtes pas merveilleux, vous êtes des assassins" ». Cela n'a rien à avoir avec la protection des civils, et tout à voir avec le rétablissement d'une domination militaire et économique en perte de vitesse dans la région. Lorsqu'on examine la liste des rares pays dans le monde où aucune base militaire US n'est implantée, il devient beaucoup plus clair qui sont nos « *ennemis* » et pourquoi on nous les présente comme tels.

Jody McINTYRE

10 juin 2011

<http://blogs.independent.co.uk/2011...>

Traduction "pendant les divertissements, la guerre continue" par VD pour le Grand Soir, avec probablement les fautes et coquilles habituelles.

Canempechepasnicolas

2-3 William Blum : Le Rapport Anti-Empire : N'oublions pas à quoi ressemble une « intervention humanitaire ».

Sachons pourquoi la Libye a été désignée pour une « intervention humanitaire »

Le 9 avril, Condoleezza Rice a prononcé un discours à San Francisco.

Du moins elle a essayé. L'ancienne Secrétaire d'Etat fut continuellement interrompue par des cris du public, « criminelle de guerre » et « tortionnaire » (grâce aux camarades de *Code Pink* et *World Can't Wait*).

Tandis qu'un des protestataires se faisait emmener par des membres de la sécurité, Rice a fait une déclaration qui est devenue un grand classique chez les officiels Américains dans une telle situation. « *N'êtes-vous pas contents de savoir que cette femme vit dans une démocratie où elle peut exprimer son opinion ?* »

Elle a aussi balancé une autre phrase qui est désormais de rigueur (en français dans le texte à NdT) depuis le renversement de Saddam Hussein par les Etats-Unis, un argument qui est brandi lorsque tout le reste a échoué : « *Les enfants en Irak ne vivent plus sous Saddam Hussein, Dieu merci* » (1)

A quoi on peut lui répondre : Si vous deviez subir une opération chirurgicale pour réparer un genou et que le chirurgien ampute par erreur la jambe, quelle serait votre réaction si quelqu'un vous faisait remarquer que, Dieu merci, vous n'avez plus de problème de genou ? Le peuple irakien n'a plus de problème de Saddam.

Malheureusement, ils ont perdu à peu près tout le reste.

Vingt ans de bombardements américains, d'invasion, d'occupation et de torture ont abouti à la perte de leurs maisons, leurs écoles, leur électricité, leur eau potable, leur environnement, leurs quartiers, leur archéologie, leurs emplois, leurs techniciens, leurs entreprises d'état, leur santé physique, leur santé mentale, leur système de santé, leur système de protection, leurs droits de la femme, leur tolérance religieuse, leur sécurité, leurs enfants, leurs parents, leur passé, leur présent, leur avenir, leurs vies... plus de la moitié de la population est soit morte, mutilée, en prison ou en exil à l'étranger... leur air, leur sol, leur eau, leur sang et leurs gènes sont imprégnés d'uranium appauvri... les enfants naissent avec d'abominables déformations... des bombes à fragmentation n'attendent qu'un enfant pour exploser... une rivière de sang coule aux côtés de l'Euphrate et du Tigre... dans un pays qui ne sera peut-être jamais reconstruit.

En 2006, l'enquêteur spécial de l'ONU sur la torture a déclaré que les rapports en provenance de l'Irak indiquent que la torture « *avait complètement échappé à tout contrôle. La situation est si mauvaise que nombreux sont ceux qui disent que les*

choses sont pires qu'à l'époque de Saddam Hussein ». Un autre rapport de l'ONU de la même époque a révélé une augmentation des « crimes d'honneur » contre les femmes. (2)

« *Il est courant d'entendre chez les irakiens épuisés par la guerre que la situation était meilleure avant l'invasion US en 2003* » a rapporté le *Washington Post*, le 5 mai 2007.

« *Je ne fais pas de politique, mais je sais que sous Saddam Hussein, nous avions l'électricité, l'eau potable, un système de santé qui faisait l'envi du reste du monde arabe, et une éducation gratuite.* » a déclaré la pharmacienne irakienne Dr. Entisar Al-Arabi à la militante pacifiste Medea Benjamin en 2010. « *J'ai cinq enfants et à chaque naissance j'avais droit à une année rémunérée de congé maternité. J'avais ma propre pharmacie et je pouvais fermer à n'importe quelle heure sans me soucier des problèmes de sécurité. Aujourd'hui, il n'y a plus de sécurité et les Irakiens subissent de terribles pénuries pour tout – électricité, nourriture, médicaments, et même l'essence. La plupart des gens éduqués ont fui le pays, et ceux qui restent regrettent l'époque de Saddam Hussein* » (3)

Et ceci aussi, qui date de deux mois :

« Les manifestants, les militants des droits de l'homme et des officiels de la sécurité disent que le gouvernement du Premier Ministre Nouri al-Maliki a répondu aux manifestations en Irak avec la même brutalité que les pays voisins plus autoritaires. Des témoins à Bagdad et jusqu'au nord du pays à Kirkouk ont raconté avoir assisté la semaine dernière à des forces de sécurité en uniformes noirs, survêtements et t-shirts arrivant sur des chapeaux de roues à bord de camions et de Humvees, et attaquant des manifestants, en raflant d'autres aux terrasses de cafés et chez eux et les entraînant les yeux bandés vers des centres militaires de détention.

Des quartiers entiers... ont été bloqués pour empêcher les habitants de rejoindre les manifestants. Des journalistes ont été tabassés. » (4)

Donc... peut-on attendre des Etats-Unis et de leurs comparses voyous de l'OTAN qu'ils interviennent militairement en Irak comme ils le font en Libye ? Pour protéger les manifestants comme ils prétendent le faire en Libye ? Pour provoquer un changement de régime en Irak comme ils tentent de le faire, mais sans l'avouer, en Libye ?

De manière similaire, au cours des derniers mois, la Tunisie, l'Egypte, le Bahrein, le Yémen, la Syrie... ont tous vu éclater des manifestants et une répression gouvernementale brutale, et même dans une certaine mesure en Arabie Saoudite, une des sociétés les plus répressives au monde. Aucun de ces gouvernements n'a été attaqué à l'instar de la Libye par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France. Aucune opposition d'un de ces pays ne reçoit un soutien militaire, financier, juridique ou moral de la part des puissances occidentales contrairement aux résistants Libyens – malgré le comportement brutal des résistants libyens, de leurs meurtres racistes et les relations claires de certains d'entre eux avec les djihadistes. (5) Les résistants libyens font penser aux résistants kosovars – des mafieux connus pour leur trafic d'organes et de femmes, eux aussi soutenus inconditionnellement par les puissances occidentales contre l'Ennemi Officiellement Déclaré, la Serbie.

Alors pourquoi est-ce seulement la Libye qui est visée par les missiles US/OTAN ? Selon quel principe ou morale ? Les libyens sont-ils les pires violateurs des droits de l'homme de la région ? (Un indicateur du Développement Humain de l'ONU en 2010 qui prend en compte la santé, l'éducation et les revenus a classé la Libye en tête des pays africains). Aucun autre gouvernement n'est plus laïque que le Libyen. (Par contraste, certains résistants libyens ont pour habitude d'exclamer la phrase que nous ne connaissons que trop bien, « Allah Akbar ».) Aucun autre pays n'a un bilan des droits de l'homme meilleur que la Libye, aussi imparfait soit-il – en Egypte, une commission d'enquête officielle a annoncé qu'au cours du récent soulèvement au moins 846 manifestants avaient été tués par la police par balles réelles tirées dans la tête et la poitrine. (6) Des horreurs similaires ont été signalées en Syrie, au Yémen et d'autres pays de la région au cours de la même période.

Il faut souligner que (la chaîne de télévision) l'ultra-conservatrice *Fox News* a rapporté le 28 février : « Tandis que les Nations Unies travaillent sans relâche à faire condamner le dirigeant Muammar al-Kadhafi pour la répression contre les manifestants, le Conseil des Droits Humains de l'organisation s'apprête à publier un rapport bourré de louanges à l'égard du bilan de la Libye en matière des droits de l'homme. Le rapport félicite la Libye pour l'amélioration des conditions d'accès à l'enseignement, pour avoir accordé une « priorité » aux droits de l'homme et pour avoir renforcé le cadre « constitutionnel ». Plusieurs pays, dont l'Iran, le Venezuela, la Corée du Nord, l'Arabie Saoudite mais aussi le Canada ont distribué des bons points à la Libye pour les protections juridiques offertes aux citoyens – qui se révoltent à présent contre le régime et subissent des représailles sanglantes. »

De toutes les accusations portées contre Kadhafi, la plus aberrante est celle assénée sans cesse et selon laquelle il « tue son propre peuple ». C'est vrai, mais c'est ça qui arrive dans une guerre civile. Abraham Lincoln lui aussi a tué son propre peuple. Kadhafi est le plus vieux dirigeant Ennemi Officiellement Désigné au monde, à l'exception de Fidel Castro. L'animosité a commencé en 1970, un an après la prise de pouvoir par Kadhafi lors d'un coup d'état, lorsqu'il a fermé une base aérienne US. Puis il s'est lancé dans une carrière de soutien à ceux qu'il considérait comme des groupes révolutionnaires. Au cours des années 70 et 80, Kadhafi a été accusé de consacrer ses hauts revenus pétroliers au soutien – en argent, armes, formation, camp et diplomatie – a un large éventail d'organisations radicales/d'insurrection/terroristes, particulièrement certaines factions palestiniennes et mouvements musulmans dissidents et minoritaires au Moyen Orient, en Afrique et en Asie ; l'IRA et des séparatistes basques et corses en Europe ; plusieurs groupes engagés dans la lutte contre le régime d'Apartheid en Afrique du Sud ; différents groupes d'opposition et de politiciens en Amérique latine ; l'Armée Rouge japonaise, les Brigades Rouges italiennes, la Bande à Baader-Meinhof en Allemagne.

On disait aussi que la Libye était derrière, ou était impliquée d'une manière ou d'une autre, dans l'attentat de l'ambassade US au Caire, dans différents détournements d'avions, d'une explosion dans un avion de ligne américain au-dessus de la Grèce, l'explosion en vol d'un avion de ligne français au-dessus de l'Afrique, l'attentat contre une synagogue à Istanbul, et l'attentat contre une boîte de nuit à Berlin qui a coûté la vie à plusieurs soldats américains. (7)

En 1990, lorsque les Etats-Unis avaient besoin d'un pays pour l'accuser (à tort) d'être responsable de l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am au dessus de Lockerbie, en Ecosse, la Libye fut le choix tout désigné.

Le principal crime de Kadhafi aux yeux du Président Ronald Reagan (1981-1989), n'était pas son soutien à des groupes terroristes, mais au fait qu'il ne soutenait pas les *bons* groupes terroristes. En clair, Kadhafi ne soutenait pas les mêmes

groupes terroristes que Washington, comme par exemple les *Contras* au Nicaragua, l'UNITA en Angola, les exilés cubains à Miami, les gouvernements du Salvador et du Guatemala, et les militaires US à Grenade. Le seul groupe de terroristes que les deux hommes soutenaient ensemble était les Moudjahidin en Afghanistan.

Et si tout cela ne suffisait pas à faire de Kadhafi l'Ennemi Public No 1 à Washington (Reagan l'appelait le « chien enragé du Moyen orient »), Kadhafi a souvent critiqué la politique étrangère des Etats-Unis, était un antisioniste convaincu, un pan-africaniste, un pan-arabiste (jusqu'à ce que l'hypocrisie et le conservatisme des gouvernements arabes se révèlent des obstacles). Il qualifiait aussi son gouvernement de socialiste. Quelle tolérance et de patience peut-on attendre de la part de l'Empire ? Lorsque de grandes manifestations ont éclaté en Tunisie et en Egypte, est-ce que Washington aurait pu résister à instiguer des événements similaires dans le pays qui situé entre les deux autres ? La CIA a été très occupée à fournir les résistants en armes, soutien aérien, argent et personnel.

Il se pourrait que les alliés occidentaux réussissent à chasser Kadhafi du pouvoir. Ensuite le monde observera en toute innocence le nouveau gouvernement libyen accorder à Washington ce que ce dernier cherche depuis longtemps : une base pour Africom, le Commandement Africain des Etats-Unis, un des six commandements que le Pentagone a positionnés dans le monde. De nombreux pays africains qui avaient été sollicités ont décliné, parfois en des termes relativement durs.

Actuellement, Africom est basé à Stuttgart, en Allemagne. Selon un officiel du Département d'Etat : « Nous avons un sérieux problème d'image de marque là-bas... l'opinion publique est vraiment opposée à toute collaboration avec les Etats-Unis. Ils ne font tout simplement pas confiance aux Etats-Unis. » (8) Tous les pays africains sont réticents à accueillir une base militaire US. Il n'y a qu'une seule base US en Afrique, à Djibouti. Alors gardez l'oeil ouvert lorsque la poussière retombera en Libye. La base sera située près des puits de pétrole américains. Ou peut-être que le peuple Libyen aura le choix : une base militaire américaine ou une base militaire de l'OTAN.

Et rappelez-vous – eu regard à l'histoire récente en Irak, Corée du Nord et Iran – que si la Libye avait eu des armes nucléaires, les Etats-Unis n'auraient pas attaqué.

Ou bien les Etats-Unis pourraient réaliser que Kadhafi n'est finalement pas une menace tout simplement parce qu'il est amoureux de Condoleezza Rice. Voici ce que disait le dirigeant libyen lors d'une interview à Al Jazeera le 27 mars 2007 : « Leezza, Leezza, Leezza... Je l'aime beaucoup. Je l'admire, j'en suis fier, parce qu'elle est une noire d'origine africaine. » Au cours des années, le gouvernement américain et les médias nous ont gavé de scandales concernant Kadhafi : qu'il prenait des drogues, qu'il était obsédé par les femmes, qu'il était bisexuel, qu'il s'habillait en femme, qu'il se maquillait, qu'il se promenait avec un ours en peluche, qu'il avait des crises d'épilepsie, et bien d'autres choses encore ; une partie est peut-être vraie. A présent, voici l'ambassadrice US auprès des Nations Unies qui nous apprend que les forces de Kadhafi se livrent à des violences sexuelles et qu'on leur a administré de la Viagra, apparemment pour augmenter leurs capacités. (9) Etonnant. Qui aurait cru que l'armée Libyenne avait autant de soldats âgés entre 60 et 70 ans ?

Au moment de rédiger ces lignes, des missiles US/OTAN viennent de frapper une maison libyenne, tuant un fils et trois petites filles de Kadhafi, peu après que les offres de négociation de Kadhafi aient été rejetées – encore un haut fait d'armes dans la glorieuse histoire des interventions humanitaires, et un rappel aussi des bombes US sur la Libye en 1986 qui ont tué une fillette de Kadhafi.

(...)

William Blum

12 mai 2011

www.killinghope.org

2-4 Peter Dale Scott : Viols en Libye.

Les récentes guerres majeures des États-Unis ont toutes été accompagnées par des mensonges mémorables. C'est une mauvaise période pour la campagne de l'OTAN contre la Libye. Le président Obama doit faire face à une quasi-révolte du Congrès contre cette guerre coûteuse, alors que le secrétaire à la Défense, Robert Gates, a mis en garde ses alliés européens à Bruxelles sur le fait que leur engagement timoré était « *en train de mettre en péril la mission en Libye et l'avenir de l'Alliance.* » [1] Une fois revenu aux États-Unis, selon le Daily Mail de Londres, « *M. Gates a demandé des fonds supplémentaires pour les opérations en Libye, mais il s'est heurté au refus de la Maison-Blanche.* » [2]

L'histoire des conflits armés impliquant les États-Unis nous enseigne que, lorsque la mobilisation vers la guerre devient difficile, des campagnes de relations publiques sont initiées, souvent basées sur des histoires entièrement inventées. Par exemple, lorsqu'en 1990 le [chef d'état-major des armées] Colin Powell exprima ses doutes sur la pertinence d'une intervention des États-Unis au Koweït, des récits basés sur des photos satellite classifiées émergèrent – récits selon lesquels Saddam avait amassé 265 000 soldats et 1 500 chars au bord de la frontière avec l'Arabie saoudite. Powell changea alors d'avis, et l'attaque eut finalement lieu. Mais après l'invasion, un journaliste du St. Petersburg Times consulta des photos prises par un satellite commercial, et « *elle ne vit aucun signe d'un quart de million de soldats ou de leurs chars.* » [3]

Des faucons du Congrès, notamment Tom Lantos et Stephen Solarz, ont assuré le soutien de l'attaque contre l'Irak [en 1991] avec le récit d'une fille âgée de 15 ans qui aurait vu des nourrissons koweïtiens enlevés de leurs couveuses par des soldats irakiens. Cette histoire fut discréditée lorsqu'il apparut que celle-ci, fille de l'ambassadeur saoudien à Washington, pourrait ne jamais avoir visité l'hôpital en question. Elle avait en fait été préparée à relayer cette histoire par le cabinet de relations publiques Hill & Knowlton, qui travaillait pour le compte du gouvernement koweïtien avec lequel il avait signé un contrat de 11,5 millions de dollars. [4]

L'histoire des interventions extérieures des États-Unis est jonchée de ce genre de faux récits, depuis la campagne « *Souvenez-vous du Maine !* » menée en 1898 par l'agence de presse Hearst jusqu'aux récits fallacieux d'une attaque nord-vietnamienne contre des destroyers US au cours du soi-disant « Deuxième incident du Golfe du Tonkin » du 4 août 1964. De plus, nous savons qu'en 1962 l'état-major interarmées des États-Unis

(JCS) planifia l'Opération Northwoods une série de mises en scène – parfois meurtrières – pour tromper le peuple états-unien dans le but de déclencher une guerre contre Cuba. [5]

Depuis le fiasco des faux récits sur l'Irak en 1990-91, ces histoires ont eu tendance à émaner de sources étrangères, généralement européennes. Ce fut ostensiblement le cas avec les documents falsifiés venant d'Italie relatifs au yellowcake, des documents qui servirent de base à George W. Bush pour accuser mensongèrement l'Irak dans son Discours sur l'état de l'Union de 2003. [6] [7] Ce fut également le cas concernant les fausses histoires liant Saddam Hussein aux fameuses lettres piégées à l'anthrax de 2001. (Il fut plus tard démontré que cet anthrax provenait en réalité d'un laboratoire US de guerre bactériologique)[7]

Nous devrions garder à l'esprit cette récurrence historique de récits falsifiés pour justifier des interventions alors que nous sommes face à des allégations — pas encore prouvées, ni discréditées — selon lesquelles Kadhafi a utilisé le viol comme méthode pour combattre l'insurrection, et pourrait lui-même en être coupable. Ces accusations ont été proférées le 8 juin 2011 par Luis Moreno-Ocampo, procureur général de la Cour Pénale Internationale (CPI), qui a prétendu, selon le Time Magazine, qu'il existait des indications démontrant que le dictateur libyen Mouammar Kadhafi avait ordonné le viol de centaines de femmes durant sa violente répression contre les rebelles. De plus, il aurait lui-même fourni à ses soldats du Viagra afin de stimuler leur potentiel de commettre des agressions. [8]

Selon le Time, les récits de viols sont en train d'être véhiculés par des médecins qui avancent avoir rencontré et soigné des patientes mais qui n'ont pas leur permission pour révéler leurs identités. Auparavant, selon un médecin libyen interviewé dans une vidéo d'Al Jazeera, « *de nombreux médecins ont trouvé du Viagra et des préservatifs dans les poches des combattants pro-Kadhafi décédés, et ils ont aussi soigné des femmes victimes de viol. Le docteur insiste sur le fait que cela indique clairement l'usage par le régime de Kadhafi du viol comme arme de guerre.* »

Mais que penser de l'accusation de Moreno selon laquelle « [à] présent nous recevons des informations indiquant que Kadhafi lui-même a décidé de violer, et c'est une nouveauté. » [9] C'est une accusation sensationnelle : jusqu'à ce que nous apprenions qu'il existe une source sûre pour la corroborer, on peut suspecter qu'elle fut proférée dans le but de faire les gros titres.

Dans l'enquête sur ces accusations, le fait que la culture libyenne soit si hostile aux victimes de viols est un problème car elles sont réticentes à se manifester. Des enquêteurs travaillant pour Human Rights Watch et pour Amnesty International furent incapables de trouver une seule femme disant avoir été violée. Cherif Bassiouni, enquêteur de l'ONU dans le domaine des droits de l'Homme, a déclaré à l'Agence France Presse que les récits relatifs aux viols et au Viagra étaient véhiculés par les autorités de Benghazi « *dans un contexte 'd'hystérie collective'.* » En fait, il avait découvert seulement trois cas. [10]

Bien entendu, tout conflit militaire est habituellement accompagné par le viol. Ce qui pourrait constituer un crime de guerre serait l'hypothèse où (pour citer le Time) Kadhafi « *avait fourni du Viagra à ses soldats.* » Moreno a en effet déclaré, selon Associated Press, que « *des témoins ont confirmé l'achat par le gouvernement [libyen] de conteneurs de médicaments s'apparentant au Viagra pour 'accentuer la possibilité de violer.'* »

Certains ont objecté que l'achat de médicaments s'apparentant à du Viagra ne suffit pas à indiquer un crime de guerre. Alors qu'elle était en mission d'enquête à Tripoli, l'ancienne députée au Congrès Cynthia McKinney a indiqué dans ses courriels que, jusqu'à aujourd'hui, la seule armée connue pour avoir distribué du Viagra dans le cadre de ses opérations de guerre est l'armée des États-Unis. Le Viagra a en effet été utilisé en Afghanistan comme dessous-de-table pour inciter les leaders tribaux âgés à donner des informations. [11]

L'accentuation subtile des assertions de Moreno opérée par le Time – passant de l'achat du Viagra à sa fourniture aux soldats – nous rappelle la triste tendance historique des médias de masse états-uniens à diffuser de faux récits afin de justifier les guerres. Il est douloureux de l'affirmer, mais pratiquement chaque intervention militaire majeure des États-Unis depuis la Corée a été accompagnée de récits falsifiés. On devrait exhorter M. Moreno-Ocampo à produire rapidement les preuves de ses accusations, qui devraient se baser sur plus d'éléments que les seuls témoignages de médecins travaillant pour le régime de Benghazi.

[1] « *Gates rebukes NATO allies, warns of 'dismal' future* », Agence France-Presse, 10 juin 2011.

http://news.yahoo.com/s/afp/20110610/pl_afp/usnatolibyaconflict

[2] « *The billion dollar war ? Libyan campaign breaks Pentagon estimates costing U.S. taxpayers \$2 million a day* », Daily Mail, 9 juin 2011.

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-2001778/Libya-war-costs-US-taxpayers-2m-day-Gaddafi.html>

[3] « *No Casus Belli ? Invent One* », The Guardian (Londres), 5 février 2003.

http://www.walden3.org/No_casus_belli_invent_one!.htm

[4] Ted Rowse, « *Kuwaitgate - killing of Kuwaiti babies by Iraqi soldiers exaggerated* », Washington Monthly, Septembre 1992.

http://findarticles.com/p/articles/mi_m1316/is_n9_v24/ai_12529902/

[5] « *Quand l'état-major américain planifiait des attentats terroristes contre sa population* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 novembre 2001.

<http://www.voltairenet.org/article7615.html>

[6] « *Discours 2003 sur l'état de l'Union* », par George W. Bush, Réseau Voltaire, 28 janvier 2003.

<http://www.voltairenet.org/article9260.html>

[7] Prenons en considération le récit suivant, paru dans le Daily Mail de Londres et rédigé par Simon Reeve : « *L'Irak a été identifié comme étant la source la plus probable de l'anthrax utilisé pour terroriser les États-Unis au cours de ces dernières semaines. En représailles, de nouveaux plans de frappes militaires contre Saddam Hussein sont dorénavant envisagés, selon des officiels du gouvernement des États-Unis. Bien que l'étude des*

spores d'anthrax envoyés par courrier se poursuive, les scientifiques états-uniens ont découvert des "marques de fabrique" qui désignent une implication irakienne. Les enquêteurs états-uniens sont de plus en plus convaincus que l'anthrax a été introduit clandestinement aux États-Unis et envoyé par courrier à certaines cibles par des soutiens "dormants" non identifiés d'al-Qaïda, l'organisation d'Oussama ben Laden ». (Simon Reeve, « Scientists Link Iraq to Anthrax Terror Attacks », Sunday Mail [Londres], 28 octobre 2001 ; sujet traité dans Peter Dale Scott, American War Machine, pp. 194-95). [Cet exemple est également intéressant par l'amalgame opéré entre Saddam et al-Qaïda, en réalité amers rivaux.]

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-80965/Scientists-link-Iraq-anthrax-terror-attacks.html>

[8] Karen Leigh, « Rape in Libya : The Crime That Dare Not Speak Its Name », Time, 9 juin 2011.

<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2076775-2,00.html>

[9] « Qaddafi ordered sex drugs for Libya rapes, ICC prosecutor says », Agence France-Presse, 9 juin 2011.

<http://english.alarabiya.net/articles/2011/06/09/152527.html>

[10] « UN investigator casts doubt over Libya mass rape claims », Agence France Presse, June 9, 2011.

http://www.expatica.com/ch/news/local_news/un-investigator-casts-doubt-over-libya-mass-rape-claims_155403.html

[11] Toby Hamden, « CIA give Afghan warlords Viagra in exchange for information on Taliban », Telegraph [Londres], 26 décembre 2008.

Peter Dale Scott

Ancien diplomate canadien et professeur émérite à l'université de Berkeley, en Californie. Auteur du livre La Route vers le Nouveau Désordre Mondial, aux éditions Demi-Lune, (Paris, 2010).

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/northamerica/usa/3965138/CIA-give-Afghan-warlords-Viagra-in-exchange-for-information-on-Taliban.html>

Traduction Maxime Chaix

Asia Pacific Journal (Japon)

Réseau Voltaire |

22 juin 2011

<http://www.voltairenet.org/Les-recentes-guerres-majeures-des>

2-5 Jonathan Schell : Attaquer la Libye en même temps que le dictionnaire.

Lorsque les américains sont épargnés, une guerre n'est pas une guerre

L'administration Obama vient de présenter une étonnante justification pour avoir déclenché une guerre contre la Libye sans l'approbation du Congrès exigée par la Constitution et la loi « War Powers Resolution » de 1973. Des avions américains décollent, pénètrent l'espace aérien libyen, localisent des cibles, larguent des bombes, des bombes qui tuent et qui détruisent. C'est la guerre. Certains disent que c'est une bonne guerre et d'autres le contraire, mais aucun doute n'est possible, il s'agit bien d'une guerre.

Néanmoins, l'administration Obama insiste pour dire que ce n'est pas une guerre. Pourquoi ? Parce que, selon un rapport de 32 pages publié la semaine dernière par le gouvernement et intitulé « *United States Activities in Libya* », « les opérations américaines n'impliquent pas de combats soutenus ou d'échanges de tirs avec des forces hostiles, ni la présence de troupes américaines au sol, ni de victimes américaines ou de risque tangible d'escalade vers un conflit qui serait caractérisé par ces facteurs. »

En d'autres termes, le déséquilibre des forces est tellement en faveur des Etats-Unis qu'aucun Américain ne meurt ou ne risque sa vie. Apparemment, une guerre n'est une guerre que lorsque des Américains meurent, lorsque « nous » mourrons. Lorsque les seuls morts sont les « autres », les Libyens, c'est autre chose, une chose pour laquelle on n'a pas encore trouvé de nom. Lorsque les autres attaquent, c'est une guerre. Lorsque nous attaquons, ce n'est pas une guerre.

C'est à l'évidence une manière de raisonner très étrange et qui n'est possible qu'à cause d'un fait étrange : aujourd'hui, il est effectivement possible pour certains pays (peut-être uniquement le nôtre) et pour la première fois dans l'histoire, de déclencher une guerre sans subir une égratignure en retour. Cela a failli être le cas avec le bombardement de la Serbie en 1999, où un seul avion américain avait été abattu (et le pilote secouru).

Le modèle de cette nouvelle forme de guerre est le drone (avion sans pilote), le Predator, qui est devenu l'emblème de l'administration Obama. Ses pilotes humains sont assis dans une base militaire du Nevada ou à Langley, en Virginie, tandis que le drone survole l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen ou la Libye en semant sa destruction. Une telle guerre ne fait pas de victimes chez l'agresseur parce qu'aucun soldat de l'agresseur ne se trouve à proximité du champ de bataille – si on peut l'appeler ainsi.

D'étranges conclusions sont tirées de cette étrange manière de raisonner et ces étranges faits. Avant, une attaque contre un pays était un acte de guerre, quel que soit l'agresseur ou la suite des événements. Désormais, l'administration Obama dit que puisque l'adversaire est incapable de riposter, ce n'est pas une guerre.

Les ennemis des Etats-Unis ont donc une nouvelle raison de vouloir nous infliger un minimum de dégâts car c'est uniquement dans ce cas qu'on pourrait leur reconnaître quelques droits (qui sont ce qu'ils sont) dans le cadre d'une guerre autorisée. Sans ça, ils sont à la merci du Président.

La « *War Powers Resolution Act* » autorise le président à déclencher des opérations militaires uniquement lorsque le pays est directement attaqué, lorsqu'il existe « *un état d'urgence provoqué par une attaque contre les Etats-Unis, son territoire ou ses colonies, ou ses forces armées.* » Cependant, l'administration Obama justifie ses actions en Libye justement parce que les forces armées US ne courent aucun risque et le territoire des Etats-Unis encore moins.

Il y a un parallèle à faire ici avec la position de l'administration Bush sur la question de la torture (sans faire de parallèle, bien entendu, entre la guerre contre la Libye à laquelle je m'oppose mais sur laquelle on peut encore débattre, et la torture qui n'est en aucun cas justifiable). Le Président Bush voulait que la torture qu'il avait ordonnée ne soit pas considérée comme de la torture, alors il s'est débrouillé pour avoir quelques juristes du Ministère de la justice pour rédiger des rapports expliquant que certaines formes de torture, comme le Waterboarding (simulations de noyade) n'étaient pas de la torture. De telles pratiques ont donc été baptisées « techniques d'interrogatoires poussés ».

A présent, Obama ne veut pas que sa guerre en Libye soit qualifiée de guerre alors il s'est débrouillé pour définir un certain type de guerre – le genre qui épargne les Américains – qui n'est pas une guerre (ceci sans le soutien total de ses propres avocats). En même temps que la Libye, un bon vieux mot du langage courant - *guerre* – vient de subir une agression.

Dans ce genre d'opération sémantique du pouvoir contre le langage, un mot se retrouve détaché de son sens le plus commun. La signification des mots est un des rares terrains d'entente entre communautés. Lorsque le sens communément admis est remis en cause, plus personne ne peut employer le mot sans provoquer des « débats » fallacieux, comme cela s'est produit autour du mot « torture ». Par exemple, les grands médias, en se soumettant à la décision de George Bush sur la signification des mots, ont cessé de qualifier le Waterboarding de torture et ont commencé à employer d'autres termes, comme « technique d'interrogatoire poussé », ou « mauvais traitement », ou « pratique abusive », etc.

Est-ce que les médias vont maintenant cesser d'appeler la guerre contre la Libye une *guerre* ? Aucun euphémisme pour « guerre » n'est encore apparu mais peu après le déclenchement des attaques contre la Libye, un officiel de l'administration a proposé le terme « *action militaire cinétique* » ou plus récemment, dans le rapport de 32 pages, le terme proposé est « *opérations militaires limitées* ». Sans doute quelqu'un finira par trouver un terme plus accrocheur.

Comment l'administration a-t-elle réussi une telle acrobatie ? Une interview accordée à Charlie Savage et Mark Landler du *New York Times* par le conseiller juridique de Département d'Etat Harold Koh nous éclaire un peu. De nombreux administrations et législateurs s'en sont pris à la « *War Powers Resolution* » en affirmant que cette loi remettait en cause des pouvoirs inhérents à la présidence. D'autres, comme le vice-ministre adjoint de la Justice, John Yoo, ont argumenté que la phrase toute simple de la Constitution qui dit que le Congrès « déclarera la guerre » ne signifie pas ce que la plupart des gens comprennent en la lisant, et que par conséquent le président a toute latitude pour déclencher toutes sortes de guerres.

Koh s'est longtemps opposé à ces interprétations – et d'une certaine manière, il est resté cohérent. En parlant de l'administration, il reconnaît le pouvoir du Congrès de déclarer la guerre et la constitutionnalité de la « *War Powers Resolution* ». « *Nous ne disons pas que le Président peut décider seul d'entraîner le pays dans une guerre,* » a-t-il dit au *Times*. « *Nous ne disons pas que la « War Powers Resolution » est anticonstitutionnelle ou qu'elle devrait être abrogée ou que nous refusons de consulter le Congrès. Nous disons que la nature limitée de cette mission précise ne constitue pas le genre « d'hostilités » visées par le texte.* »

Ainsi, d'une manière étrange, en voulant éviter d'être confrontés à la loi, ils s'en sont pris au dictionnaire. Pour aller de l'avant dans une guerre qui n'avait reçue aucune forme d'approbation de la part du Congrès, l'administration Obama devait choisir entre une remise en cause de la loi ou celle de la signification des mots. Entre la loi et le langage, il fallait choisir.

Ils ont choisi le langage.

Jonathan SCHELL

Jonathan Schell is the Doris M. Shaffer Fellow at The Nation Institute, and a Senior Lecturer at Yale University. He is the author of several books, including *The Unconquerable World : Power, Nonviolence, and the Will of the People*. To listen to Timothy MacBain's latest TomCast audio interview in which Schell discusses war and the imperial presidency, click here, or download it to your iPod here.

22 juin 2011

SOURCE ORIGINALE : <http://www.tomdispatch.com>

2-6 Farid Merrad : "Pas de négociations en cours" ?

Jeudi, le Premier ministre, Baghdadi Mahmoudi, avait répété que "Mouammar Kadhafi est le leader de ce pays", c'est "une ligne rouge dans tout dialogue" sur un règlement du conflit.

Pour sa part, la rébellion a démenti tout contact avec Tripoli, comme l'avait affirmé un émissaire russe. Il n'y a "pas de négociations en cours" avec le régime, a affirmé le dirigeant rebelle Mahmoud Jibril à Naples, en Italie.

Au cours d'une conférence de presse aux côtés du ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini, il a souligné que "si des négociations devaient avoir lieu", le Conseil national de transition (CNT), organe politique de la rébellion, "s'était engagé à l'annoncer à tous ses amis de par le monde".

M. Frattini a également mis en doute la possibilité de pourparlers: "L'Italie a toujours encouragé la recherche de contacts et d'une solution basée sur le dialogue mais malheureusement, le régime n'a pas envoyé de réponse positive et a toujours demandé que soit garantie la permanence de Kadhafi au pouvoir".

M. Frattini a noté que "les plus hauts dirigeants (libyens) recevront dans quelques jours un mandat d'arrêt international", jugeant impossible de leur accorder dans ce contexte "une quelconque légitimité".

L'émissaire russe pour l'Afrique, Mikhaïl Marguelov, en visite à Tripoli, avait affirmé jeudi que "des contacts directs entre Benghazi (fief de la rébellion dans l'Est) et Tripoli sont déjà en cours".

Vendredi, il a précisé que des discussions avaient lieu "dans plusieurs capitales européennes, en France, en Norvège, en Allemagne" et dans d'autres pays.

Paris a affirmé ne pas avoir été associée ces contacts. "S'il y a eu des contacts directs, nous n'y avons pas été associés et nous n'en sommes pas à l'origine", a déclaré à l'AFP le ministre français des Affaires étrangères.

Aucun des deux camps de la crise libyenne n'a admis jusqu'à présent l'existence de négociations pour résoudre le conflit, les rebelles réclamant avant toute discussion le départ du colonel Kadhafi.

Sur le terrain, dix personnes ont été tuées et quarante blessées lors de bombardements des troupes loyalistes dans les environs de Misrata, a indiqué un porte-parole des rebelles, Ahmed Hassan, précisant que toutes les victimes sont des civils, touchés par des roquettes Grad.

Il a souligné que la ville était la cible de bombardements quasi-quotidiens des forces pro-Kadhafi et qu'il n'y avait eu aucune frappe de l'Otan sur leurs positions vendredi.

Par ailleurs, des explosions puissantes ont secoué le centre de Tripoli et ses environs, selon un journaliste de l'AFP.

Le régime avait dénoncé jeudi des "raids barbares" de l'Otan, l'accusant de viser des sites civils, et avait appelé à l'arrêt des frappes, en répétant que le régime était prêt à un cessez-le-feu.

Au sud de la capitale, la route Zenten-Yefren, dans les montagnes berbères, est désormais entièrement contrôlée par les rebelles, a constaté un correspondant de l'AFP.

Chars éventrés par les frappes de l'Otan, véhicules détruits, dépouilles de soldats abandonnées: les 35 km séparant ces deux villes témoignent des violents combats qui ont opposé les loyalistes à la rébellion.

Selon les rebelles, de violents combats opposaient par ailleurs les forces du régime et les insurgés autour de Nalout, à l'ouest près de la frontière tunisienne.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a accusé les forces du colonel Kadhafi d'avoir érigé en "instruments de guerre" le viol et les "violences contre les femmes".

La commission d'enquête indépendante de l'ONU sur les allégations d'atteintes aux droits de l'Homme en Libye, dont la mission a été étendue vendredi, a accusé pour sa part le régime de mener des attaques systématiques contre la population et de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

18/06

Extrait de Farid Merrad

2-7 Manlio Dinucci : La nouvelle conquête coloniale de la Libye.

Le ministre italien des affaires étrangères Frattini, avec le gouvernement émirati, a coprésidé orgueilleusement le 9 juin, à Abu Dhabi, la troisième réunion du Groupe de contact sur la Libye.

L'Italie donc, comme dit le président de la république Napolitano, joue « son rôle pour qu'avance dans le monde la cause de la paix, des droits humains et de la démocratie ». Les Emirats arabes unis - monarchie absolue dans laquelle la représentation démocratique n'existe pas - ont envoyé récemment des troupes au Bahrein pour écraser dans le sang la demande populaire de démocratie, et ils sont en train de préparer, avec la compagnie militaire privée Xe Services (ex-Blackwater), une armée secrète de mercenaires à employer aussi dans d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. C'est sur cette solide base démocratique qu'on prépare la « phase post conflit » en Libye.

Tandis que l'OTAN démolit systématiquement les bases matérielles de l'Etat libyen, en larguant des milliers de bombes sur Tripoli et d'autres localités, le Groupe de contact soutient avec des millions de dollars et euros le CNT de Benghazi. Celui-ci, représentant une partie minoritaire de la population, n'arrive pas à gagner du terrain même si l'OTAN entraîne et arme ses troupes et lui ouvre la voie avec des bombardements. A Abu Dhabi, il a été décidé d'adopter le « modèle italien » dans la fourniture des « aides » au CNT. L'Italie, qui a joué les « ouvriers », fournira au Cnt des fonds d'une valeur de 300-400 millions d'euros en cash et en crédit disponible, et 150 autres

millions en carburant (*voir appendice pour la version française, NdT*). Les fonds seront « *garantis par les biens congelés en Italie et par le pétrole extrait et raffiné dans l'avenir par le nouveau gouvernement libyen* ». De cette manière les principaux pays du Groupe de contact (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, monarchies du Golfe) posent une lourde hypothèque sur l'avenir de la Libye. Si un gouvernement obséquieux était installé, ces pays auraient en main l'économie du pays, en gérant les fonds souverains libyens congelés et en contrôlant la production et l'exportation du pétrole.

Pendant ce temps, comme garantie pour l'avenir, Washington a placé la gestion des finances et du pétrole du CNT dans les mains de son homme de confiance, Ali A. Tarhouni, enseignant à l'université de Washington. Les résultats ne se sont pas faits attendre : le premier contrat pour l'exportation de pétrole libyen, de 1,2 millions de barils, le CNT l'a conclu avec une compagnie étasunienne : Tesoro. Et, alors que Tarhouni annonce que le CNT produira rapidement 100 mille barils de pétrole par jour, le Département d'Etat annonce « *le soutien américain (étasunien, NdT) pour des ventes ultérieures de pétrole par le CNT* ». Le gouvernement italien, qui a servi d'ouvreur, ne veut cependant pas être de reste. Il appuie donc aussi le CNT avec « *une assistance humanitaire et de coopération au développement* » pour un montant de plusieurs millions d'euros. Un de ses projets les plus significatifs, géré par l'Istituto agronomico delle l'oltremare (Institut agronomique de l'outremer) prévoit l'« *amélioration du palmier dattier de l'oasis d'Al Jufra* ». Fierté de l'Italie : alors qu'elle largue sur la Libye des bombes d'une tonne à l'uranium appauvri, elle rend plus douces les dattes libyennes.

Edition de vendredi 10 juin 2011 de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110610/manip2pg/08/manip2pz/304686/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Appendice pour la version française (NdT) : Dépêche Reuters et AFP du 09/06/2011 | Mise à jour : 16:25

« Juppé: 290 M€ pour les rebelles libyens »

La France est prête à débloquer une aide de 290 millions d'euros aux rebelles libyens du Conseil national de transition (CNT), a annoncé le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, lors de la réunion du groupe de contact sur la Libye à Abou Dhabi.

Plus tôt dans la journée, Abdel Hafidh Ghoga, vice-président du Conseil national de transition, avait déclaré que le fonds international d'aide aux rebelles libyens était désormais "opérationnel".

Manlio Dinucci

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=viewArticle&code=DIN20110610&articleId=25209>

2-8 Fernent : Blackout des médias impérialistes sur la sale guerre coloniale.

Bonjour,

Dans le contexte du blackout des médias impérialistes sur la sale guerre coloniale que livre l'OTAN à la Libye, et cela après le déluge des médiemensonges qui ont conduit à l'adoption de la résolution 1973 par le Conseil de Sécurité de l'ONU sur le "no fly zone", nous jugeons important de publier ce message de Khadafi lui même qui nous est parvenu du Mali.

La guerre coloniale impérialiste de la Françafric, de l'Euroafric et de l'Usafric impérialiste sous l'égide d'un Sarkozy qui fabrique par sa politique raciste un "ennemi intérieur" musulman en France et se lance en même temps dans la guerre contre un petit peuple à coups de bombes nécessite une mobilisation des internationalistes, des anti-racistes, des démocrates et des pacifistes de tous les pays, et surtout des Etats impérialistes agresseurs. Mais force est de constater amèrement qu'il n'en est rien pour le moment en France et dans les différents pays de l'Europe du capital engagé dans l'attaque barbare.

Ce qui explique l'interpellation des 86 organisations de la gauche Sud Américaine adressée à "la gauche Européenne".

Fernent/M.T.P-S considère qu'une des raisons de l'inexistence d'une mobilisation anti-guerre dans les pays Européen est le recul dangereux du principe démocratique que les peuples sont égaux quelque soit leur niveau de développement et que la démocratie est une conquête endogène à chaque peuple. Et la question du pouvoir en Libye ou dans tout autre pays est une affaire du peuple concerné.

Fernent/M.T.P-S considère que la venue au Sénégal du CNT de Benghazi adoubé par les impérialistes agresseurs de l'OTAN fait partie d'un vaste complot visant à casser la désapprobation jusqu'ici unanime de l'UA vis à vis de la guerre contre la Libye. Le mouvement démocratique, internationaliste, anti-impérialiste et les forces panafricanistes ne peuvent se taire et doivent absolument se mobiliser pour dire avec force à A. Wade : **NON A LA TRAHISON DU PEUPLE LIBYEN!**

L'internationalisme et la lutte contre le nouveau cycle des guerres impérialistes doivent s'émanciper de la prison idéologique des "ni, ni" (ni Sadam, ni Bush, ni Milosevic, ni Clinton/Gensher). C'est objectivement inacceptable de se laisser piéger par la nature démocratique ou non du régime du petit pays attaqué par l'impérialisme. C'est subjectivement une soumission à la propagande de guerre de l'impérialisme qui érige comme prétexte la nature dictatoriale d'un régime donné pour bombarder le peuple afin soi disant de l'en libérer. L'impérialisme, en particulier les USA et l'UE, empêtré dans sa crise structurelle est inévitablement le fauteur de guerre qui conduit l'humanité vers une conflagration majeure visant à termes les pays émergents.

A partir du moment où Obama, Cameron et Sarkozy ont le culot sans vergogne de dire ouvertement que "Khadafi doit partir", alors donnons la parole à celui qui est visé directement, à celui qu'ils veulent tuer. **TOUT LE MONDE DOIT SE RENDRE A L'EVIDENCE : OBAMA, SARKOZY, CAMERON SONT LES NOUVEAUX BARBARES AFFUBLES DES ENTURBANNES ROI ET EMIRS DES PETRO-DOLLARS.**

Voilà pourquoi nous publions ce message attribué à celui que la presse au service des Firmes transnationales du pétrole et des roitelets et émirs intégristes moyenâgeux des pétro-dollars ont appelé "Khadafou" pour masquer leur propre "folie" criminelle. Ci-joint en attaché d'autres textes et à la suite du message de Khadafi un exemple de contre propagande en France contre la guerre et les crimes des impérialistes par Rouges Vifs 13.

Fernent
M.T.P-S - Le Secrétariat Politique

2-9 Yash Tandon : Comment les choses peuvent-elles évoluer en Libye ?

6 juin

L'assaut continu sur la Libye par les forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) devrait pousser à déférer ses dirigeants devant le Tribunal Pénal International (TPI), estime Yash Tandon. Mais il reste convaincu que cela ne se produira pas. Il lui reste aussi la conviction qu'un nouveau régime installé par ce biais sera au service de l'empire, garantissant l'accès au pétrole, faisant barrage aux réfugiés vers l'Europe et faisant rempart contre les forces jugées menaçantes comme celles du Hamas et de l'Iran.

J'ai terminé mon article intitulé 'De qui Kadhafi est-il le dictateur' avec la question suivante : maintenant que faire ? Comment les choses peuvent-elles évoluer en Libye ? Avant que je n'aborde cette question, il est nécessaire de se souvenir que la Libye est un Etat néocolonial et qu'objectivement Kadhafi a été un dictateur néocolonial du capitalisme global, même si, subjectivement, il a été et reste anti-impérialiste. L'empire a pu s'accommoder de lui et l'a en effet réhabilité après son revirement de 1999, il y a plus d'une décennie. Mais le Printemps arabe a perturbé le programme de l'empire et il a fallu vite faire volte-face et se débarrasser de Kadhafi.

Alors, maintenant que faire ? L'empire, avec la connivence d'une partie de la population libyenne avait espéré se débarrasser de Kadhafi rapidement. La zone d'exclusion aérienne limitée des Nations Unies s'est transformée en une opération militaire de l'OTAN qui est maintenant une violation du mandat originel. L'empire, dans son orgueil et ses illusions, a cru pendant un temps que les Nations Unies pourraient permettre une invasion terrestre. Mais ceci a échoué. La Russie et la Chine, qui ont le droit de veto au Conseil de Sécurité, ont dénoncé le fait que l'OTAN avait été bien au-delà de son mandat. Kadhafi, l'ancien enfant chéri et choyé de l'empire après son revirement de 1999, s'avère beaucoup plus résilient que prévu. Il est de retour sur son chemin anti-impérialiste et nationaliste. La machine de guerre impériale n'a pas réussi à le déloger.

Depuis mars 2011, l'OTAN a effectué plus de 6000 sorties aériennes dont 2400 ont été des bombardements. Ce sont-là des chiffres impressionnants, quelle que soit l'aune à laquelle on les mesure. Face à une guerre qui se prolonge, l'empire use maintenant de subterfuges et de double langage afin d'étendre ses opérations militaires en Libye. Il tue des gens visés depuis le ciel tout en le niant et continue de cultiver le mythe qu'il ne fait que protéger des civils. Ceci est un mensonge éhonté. L'OTAN a effrontément bombardé le complexe personnel de Kadhafi à Tripoli le 22 mars, espérant le tuer.

Comme dans le cas de Ben Laden, l'empire a une stratégie militaire horrible et d'une simplicité impressionnante : couper la tête du serpent et le reste du corps va disparaître. Au cours du bombardement du 22 mars, l'empire n'a réussi qu'à tuer l'un des fils de Kadhafi dans ce qui ne peut être qualifié autrement que d'acte criminel. Ce qui devrait motiver Luis Moreno-Ocampo, le procureur du TPI à enquêter et à inculper les dirigeants de l'OTAN pour des actions criminelles. Naturellement nous savons que cela ne se produira pas. Dans l'arène internationale, l'impunité n'a qu'un visage : celui de l'empire

Donc, retour à la question : que faire maintenant en Libye ?

Bien que cela ressemble à un cliché, c'est un truisme que de dire que 'le futur de la Libye est dans les mains des Libyens'. Même l'empire, hypocritement, endosse ce principe et il y est obligé s'il veut garder la moindre légitimité, la moindre excuse pour ses actions en Libye. Mais le fait est que l'empire ne peut pas permettre l'autodétermination dans ses néo-colonies. Ceci serait par définition la fin des néo-colonies et donc la mort de l'empire. L'empire doit diviser pour régner.

En Libye, l'empire a activement encouragé une partie de la population à mener une guerre par procuration. Pour dire les choses clairement, Bengazi (province) mène une guerre contre Tripoli (centre) pour le bénéfice de l'empire. La France a été active à Bengazi avant même la Résolution du Conseil de Sécurité et a été le premier pays impérial à reconnaître le National Transitional Council (NTC) à Bengazi. Mais peu de pays ont suivi et donc, techniquement, le régime de Kadhafi demeure le seul acteur légalement constitué dans la conduite des relations diplomatiques de la Libye. Contre lui, l'empire utilise les gens dans une métaphore idéologique pour décrire une nation tout entière dont il est dit qu'elle s'est révoltée contre Kadhafi. Ceci est un autre mythe.

Par exemple, l'histoire véhiculée par les médias, selon laquelle 'les combattants favorables à la démocratie à Misrata sont engagés dans une guerre des tranchées contre Kadhafi', est une expression qui n'a rien d'anodin. Elle sert à accréditer l'idée que les forces en faveur de la démocratie résistent au dictateur. Elle sert également à préparer le terrain psychologique et politique pour justifier le soutien militaire déclaré et clandestin du 'peuple'. La question qu'il convient alors de poser est : quel peuple ? Qui parmi les dirigeants du NTC représente le peuple ?

Le 'peuple' est la dénomination simplifiée d'une réalité complexe. Parce qu'il doit y avoir, même à Bengazi, des gens qui ont maintenant compris qu'ils sont otages de l'empire, qu'ils ne peuvent gérer leurs affaires sans l'empire. Mais ces 'rebelles d'entre les rebelles' (si on peut les décrire ainsi) sont probablement marginalisés par la coalition des forces politiques qui gravite autour du NTC à Bengazi. C'est une question complexe. Pas aussi simple que ce qui est présenté par l'empire et les médias.

La dure réalité est qu'aussi longtemps que l'empire dicte les termes et les moyens des relations avec Kadhafi, le 'peuple' ne pourra jamais déterminer son futur. C'est aussi simple que cela. Lorsqu'une nation a remis sa souveraineté à l'empire, elle ne peut la retrouver que si elle se libère de l'empire. Lorsque la rue s'est révoltée contre le régime de Kadhafi, elle s'est aussi révoltée contre l'ordre impérial. Mais maintenant la situation a échappé au contrôle du peuple. L'empire a pris en charge la destitution de Kadhafi et, en apparence, il aide le 'peuple' à mettre en place un régime 'démocratique'. L'empire s'assurera que ce nouveau régime lui soit étroitement lié afin qu'il continue de servir ses objectifs économiques et stratégiques dans la

région, y compris l'accès au pétrole, la retenue de cargaisons de réfugiés vers l'Europe et, par-dessus tout, la protection d'Israël, cet avant-poste de l'empire dans la région qui contre les dangers posés par le Hamas, la Syrie et l'Iran par exemple. Donc retour à la question : quelle est l'évolution possible pour la nation libyenne ? Là, il serait peut-être utile pour la nation (un terme meilleur que 'peuple') d'apprendre de l'expérience de la nation palestinienne pour faire progresser leur lutte en faveur de l'autodétermination. La Palestine est une nation occupée. Le peuple palestinien ne peut négocier avec Israël aussi longtemps que ses terres sont occupées. Néanmoins c'est ce que l'empire a encouragé les Palestiniens à faire depuis 60 ans. C'est une situation impossible. Comment la Palestine peut-elle négocier sur un pied d'égalité si elle est occupée ? L'empire est venu faire de la médiation mais il n'est pas un médiateur neutre. Ce n'est pas un courtier honnête. Des pays comme la Norvège, instigateur des négociations entre Israël et la Palestine, l'a fait comme substitut de l'empire dont elle est partie intégrale. Les dits accords d'Oslo dont les Norvégiens ont été les médiateurs, par exemple, étaient un processus partial au nom de l'impérialisme collectif.

Comme l'a formulé Ziyad Clot qui avait été un conseiller de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) : 'les 'négociations de paix' ont été une farce trompeuse lors de laquelle des conditions biaisées ont été imposées par Israël et ont été systématiquement endossées par les Etats-Unis et l'Europe. Loin de rendre possible une paix négociée et juste qui mette un terme au conflit, la poursuite du processus d'Oslo a aggravé les politiques ségrégationnistes israéliennes et a justifié le renforcement des contrôles de sécurité imposés à la population palestinienne ainsi que sa fragmentation géographique. Loin d'avoir préservé la terre sur laquelle construire la nation, il a toléré l'intensification de la colonisation du territoire palestinien. Loin d'avoir maintenu la cohésion nationale, le processus, auquel j'ai participé brièvement, a été l'instrument qui a créé et aggravé la division des Palestiniens. Lors de ses derniers développements, il est devenu une entreprise cruelle dont les Palestiniens de la Bande de Gaza ont le plus souffert. Enfin, ces négociations ont exclu la grande majorité de la population palestinienne : les 7 millions de réfugiés palestiniens. Mon expérience au cours des 11 mois passés à Ramallah confirme que l'OLP, au vu de sa structure, n'a pas été dans une position pour représenter les droits et les intérêts de tous les Palestiniens' (Why I blew the whistle about Palestine'. The Guardian, samedi le 14 mai 2011)

Naturellement rien ne reste figé pour l'éternité. Même après 60 ans d'efforts de la part de l'empire pour diviser la nation palestinienne, de la contraindre à des 'négociations de paix' avec Israël, à grand renfort 'd'aide' financière et de la forcer d'accepter l'Apartheid, le peuple palestinien est finalement uni. (Au moins pour un temps parce que l'empire et Israël vont poursuivre leurs efforts pour diviser). Le Hamas et le Fatah ont pour le moment enterré la hache de guerre et offrent maintenant- alors que j'écris ces lignes- un front uni à Israël et l'empire, ce que le Premier Ministre Netanyahu a hypocritement décrit comme " une victoire du terrorisme" et " un coup mortel pour la paix"

Un autre des conseils de Ziyad Clot à la Palestine s'applique aussi à la Libye : 'Finalement je suis rassuré que le peuple de Palestine a généralement compris que la réconciliation entre tous ses constituants doit être le premier pas sur le chemin de la libération nationale. Les Palestiniens de la Cisjordanie et les Palestiniens de la Bande de Gaza, les Palestiniens en Israël et les Palestiniens en exil ont un futur commun. Le chemin vers l'autodétermination des Palestiniens requiert la participation de tous dans une tribune politique renouvelée.'

Le peuple libyen finira par comprendre que l'opposition entre 'Tripoli' et 'Bengazi' est une opposition secondaire entre les peuples, alimentée par l'empire au nom de 'l'intervention humanitaire' appliquée sélectivement dans le cas de la Libye, mais non dans le cas du Yémen ou de Bahreïn. Ils comprendront que leur opposant principal en ce moment est l'empire. Dans le cas de la Palestine, le nouveau régime égyptien a été le catalyseur du rapprochement entre le Hamas et le Fatah. Peut-être qu'il pourrait jouer un rôle similaire en Libye. L'Egypte peut aussi jouer un rôle en mobilisant la Ligue arabe contre les bombardements de la Libye par l'OTAN. Suite aux bombardements de Tripoli, son secrétaire général, Amr Moussa a déclaré que l'approbation par la Ligue de la zone d'exclusion aérienne du 12 mars dernier a été fondée sur le désir d'empêcher les forces de Kadhafi d'attaquer des civils et non d'autoriser des bombardements intenses et des attaques de missiles y compris sur Tripoli et les forces terrestres

Le peuple libyen doit avoir recours à sa propre sagesse historique pour résoudre ses différends. La sagesse de l'Orient est profonde. On y reconnaît surtout la valeur de la patience, en particulier dans le désert. Il faut beaucoup de temps pour atteindre sa destination avec des chameaux, et son chemin doit être soigneusement préparé. Le désert est aussi le théâtre de guerres et de batailles féroces. Mais une oasis est différente. Une oasis est non seulement une rupture d'avec le désert mais aussi un endroit neutre, un lieu sacré de paix habité principalement par des femmes et des enfants. Les visiteurs n'entrent jamais dans la vie de l'oasis. Ils laissent ses habitants en paix. Pour les visiteurs, interférer dans l'hospitalité des habitants de l'oasis est tabou.

Ce n'est pas comme cela que les choses se passent avec l'empire occidental. C'est un empire fondé historiquement sur le pillage. C'est un empire d'interférence globale. Dans cet empire il n'y a pas d'oasis de décence. Cet empire croit à tort qu'il peut obtenir la soumission en Afghanistan et en Libye à force de bombardements. L'empire occidental est une culture dépourvue de civilisation. Il démontre sa culture crasse lorsqu'il se réjouit de la mort des enfants de Kadhafi dans leur maison. L'empire ne comprend pas qu'on peut tenir un grain de sable dans sa main et le faire disparaître en lui soufflant dessus, mais qu'il a fallu des millions d'années pour créer le sable. La civilisation orientale est encore jeune mais elle est là depuis longtemps, beaucoup plus longtemps que la civilisation occidentale et elle ne peut pas juste être soufflée comme un grain de sable. L'empire n'a pas conscience des aspects plus raffinés de la civilisation. Il ne comprend pas qu'il peut remporter des victoires à court terme mais qu'il peut perdre à long terme, que ce qui circule peut revenir comme une catapulte.

Retour à la Libye. Les Libyens doivent retourner à leur 'culture d'oasis', trouver un endroit où ils peuvent laisser leurs fusils et leurs chameaux devant la tente, résoudre leurs différends et s'unir contre l'empire, comme en Palestine.

La prochaine question est de savoir s'il y a un rôle pour la communauté internationale en général dans cette guerre sordide. Par communauté internationale, je ne veux pas dire l'empire et 'sa coalition de volontaires'. Par là j'entends la communauté en dehors de la coalition de guerre. Comment les dirigeants des pays du Tiers Monde peuvent-ils aider, par exemple ? Après la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ces pays ont regrettamment permis que les Nations Unies soient

utilisées par l'empire, avec la flagrante complicité de l'actuel secrétaire général Ban Ki-moon. Ils doivent prendre le contrôle du processus politique et diplomatique des Nations Unies.

Comment peuvent-ils y parvenir ? Ils doivent d'abord ramener la question libyenne devant le Conseil de Sécurité pour une révision du mandat originel. A défaut, ils peuvent amener le problème devant l'Assemblée générale sous la rubrique 'S'unir pour la Paix', résolution que les Américains ont utilisé pour la première fois en 1950 afin d'obtenir l'acquiescement des Nations Unies pour leur action en Corée. La résolution UNGA 377 (V), la résolution 's'unir pour la paix' déclare que lorsque le Conseil de Sécurité des Nations Unies n'agit pas en raison de divergences entre les cinq membres permanents, la question sera soumise à l'Assemblée générale en faisant usage du mécanisme de 'session spéciale urgente'. Deuxièmement, les dirigeants du Tiers Monde doivent aussi revoir la résolution 1674 du Conseil de Sécurité du 28 avril 2006. Cette résolution réaffirme, aux paragraphes 138 et 139 du World summit outcome document de 2005 qui contient entre autres choses, le concept de la 'responsabilité de protéger', ou R2P, dont l'empire a fait un usage sérieusement abusif dans le cas de la Libye. Ce concept de 'responsabilité de protéger' et le concept de 'd'intervention humanitaire' sont des questions que j'aborderai dans la prochaine édition de Pambazuka. Les dictateurs impériaux infligent le carnage à la Libye en toute impunité. Ce dont nous sommes les témoins en Libye n'est pas l'audace de l'espoir mais l'audace de la folie. Ce carnage et cette folie doivent s'arrêter.

Yash Tandon :

6 juin

Traduit de l'anglais par Elisabeth Nyffenegger

3 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

3-1 Bill Van Auken : Les guerres sans fin des Usa.

L'armée américaine est en train de mener simultanément des campagnes d'attaque de missiles par drones, des bombardements, des opérations à des fins d'assassinats par les forces spéciales et des combats au sol dans cinq pays différents: Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye et Yémen.

Le président Barack Obama qui doit en grande partie sa victoire électorale en 2008 à l'écœurement populaire ressenti par des millions d'Américains à l'égard des guerres d'agression lancées par le gouvernement Bush en Afghanistan et en Irak, a plus que rempli les prédictions de George W. Bush concernant les « guerres du 21ème siècle. »

Il a surpassé son prédécesseur républicain en un point au moins.

Bush avait proclamé une doctrine infâme affirmant que l'impérialisme américain avait le droit de mener une guerre contre tout pays qu'il reconnaissait comme étant, maintenant ou n'importe quand dans l'avenir, une menace potentielle. Il adopta le principe de la « guerre préventive », une forme de guerre agressive pour laquelle les dirigeants du Troisième Reich encore vivants furent jugés à Nuremberg.

En justifiant la guerre contre la Libye, Obama a promulgué sa propre doctrine qui se passe même du prétexte d'une menace potentielle comme justification pour la guerre.

Au lieu de cela, il affirme que les Etats-Unis sont dans leur droit de mener une guerre partout où ils jugent que leurs « intérêts et leurs valeurs » sont en jeu même si les objectifs de l'attaque ne représentent aucune menace concevable à la sécurité américaine.

Dans son discours sur la Libye, Obama a inclus parmi les inviolables valeurs américaines le « maintien du flux commercial », c'est-à-dire, le flux de profits dans les caisses des compagnies pétrolières américaines et d'autres grands groupes.

Même au moment où, il y a près de trois mois, des missiles de croisière pleuvaient sur la Libye, Obama avait cyniquement fait valoir que Washington avait lancé la guerre par crainte qu'une répression menée par le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi éteindrait « le printemps arabe. »

Quelle hypocrisie! La véritable attitude de Washington à l'égard des aspirations démocratiques des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'est traduite sans ambiguïté dans une série d'actions survenues ses derniers jours.

Obama a accueilli à la Maison Blanche le prince héritier du Bahreïn, une dictature monarchique qui, avec le l'appui tacite des Etats-Unis et le soutien militaire ouvert du principal allié de Washington dans la région, l'Arabie saoudite, a impitoyablement réprimé un mouvement de masse en faveur de droits démocratiques, tuant des centaines de personnes, en emprisonnant des milliers d'autres et en torturant systématiquement les détenus.

Le prince est arrivé quelques jours à peine après que le régime eut ouvert un procès militaire contre des médecins et des infirmiers. Interpellés pour avoir traité des manifestants blessés par des forces de sécurité, ces travailleurs médicaux ont été contraints, à l'aide de chocs électriques et de bastonnades avec des planches pourvues de clous, de signer de faux témoignages.

Dans un communiqué officiel, Obama a « réaffirmé le ferme engagement des Etats-Unis à l'égard du Bahreïn » – dont le régime abrite la cinquième flotte américaine – en louant son monarque pour avoir embrassé le « dialogue » et la « réforme ». Le président américain a généreusement conseillé que « l'opposition et le gouvernement » – les torturés tout comme les tortionnaires – « doivent trouver un compromis pour forger un avenir juste pour tous les habitants du Bahreïn. »

Le New York Times a révélé que de l'autre côté de la péninsule arabe, les Etats-Unis « étaient en train d'exploiter un vide grandissant du pouvoir » créé par cinq mois de soulèvement de masse contre la dictature au Yémen, le pays le plus appauvri de la région, soutenue par les Etats-Unis pour y lancer une nouvelle guerre en recourant à des frappes de missiles tirés depuis des drones et à des attaques d'avions de combat.

Tout en étant prétendument dirigées contre des éléments d'Al Qaïda, tout indique que les attaques visent à sauver le régime du président Ali Abdullah Saleh, et ce tout en facilitant le départ du dictateur d'une présidence qu'il avait occupée durant 33 ans.

La première frappe relatée dans ce nouveau théâtre de guerre débutée par le Pentagone a tué au moins quatre civils ainsi que plusieurs prétendus « militants. »

En Libye, la guerre Etats-Unis/OTAN touche à la fin de son troisième mois avec une intensification des bombardements incessants menés pour terroriser et qui ont coûté la vie à des centaines de civils et à un nombre incalculable de soldats libyens. Washington et ses alliés européens ne cachent pas leur véritable objectif, qui est un « changement de régime », dans cette guerre lancée sous le prétexte cynique de protéger des civils, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat fantoche garantissant la domination de l'impérialisme et des principales compagnies pétrolières occidentales.

C'est cela la véritable réponse de l'impérialisme américain au « printemps arabe » – une explosion du militarisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une tentative désespérée d'étayer les dictatures servant ses intérêts dans la région, et une détermination à étrangler les luttes révolutionnaires des travailleurs et de la jeunesse arabe.

Ces nouvelles interventions militaires s'ajoutent aux guerres et aux occupations qui durent déjà depuis une décennie en Afghanistan et en Irak et qui, comme il apparaît de plus en plus clairement, doivent continuer indéfiniment.

Lors d'une audience de confirmation jeudi devant le Sénat, le directeur de la CIA, Leon Panetta, choisi par Obama pour remplacer le chef du Pentagone sortant, le secrétaire à la Défense Robert Gates, a reconnu qu'il était « tout à fait persuadé » que le régime en Irak réclamerait prochainement que Washington maintienne des milliers de soldats américains sur le sol irakien après la date butoir du retrait des troupes, le 31 décembre 2011.

Panetta a clairement fait comprendre que Washington veut maintenir les troupes en lieu et sur place « pour s'assurer que les gains que nous avons fait en Irak soient maintenus. » Le fait que la grande majorité de la population irakienne pour qui l'occupation américaine a signifié la mort, la mutilation et le déplacement de millions de gens, veut que les 47.000 soldats américains quittent maintenant le pays est hors de propos.

L'homme que Panetta remplacera, le secrétaire à la Défense Gates, a souligné à maintes reprises au cours de ces derniers jours que la date butoir de juillet 2011 qu'Obama avait fixée pour le retrait d'Afghanistan ne devrait entraîner aucune réduction significative du déploiement des quelque 100.000 soldats américains.

Après la réunion du week-end avec les commandants militaires en Afghanistan, Gates a fait remarquer que tout retrait serait « modeste » en disant à Bruxelles aux ministres de la Défense de l'OTAN qu'il « n'y a aucune urgence de notre part pour un retrait. » Entre-temps, de nouvelles atrocités sont commises chaque semaine avec des victimes civiles causées au-delà de la frontière pakistanaise par des bombardements, des raids nocturnes menés par les forces spéciales et des attaques de missiles par drones.

Les travailleurs, les étudiants et la jeunesse aux Etats-Unis sont de plus en plus obligés de porter le fardeau d'une politique de guerre sans fin visant à forger un empire mondial servant les intérêts de l'oligarchie financière américaine. Une élection après l'autre et un sondage d'opinion après l'autre ont montré qu'une vaste majorité de la population est opposée à ces guerres, et pourtant cette opposition ne trouve pas son expression dans le système politique bipartite ou dans les médias qui sont à la botte des grandes entreprises.

Les travailleurs sont parfaitement conscients que des milliers de milliards de dollars sont dépensés pour ces guerres et pour le complexe militaire industriel américain, en dépit du fait que les gouvernements tant au niveau fédéral, qu'au niveau régional et local, dirigés tant par les Démocrates que les Républicains, disent qu'il n'est pas possible de trouver de l'argent pour financer des emplois, des salaires décents, les soins de santé, l'éducation ou des services sociaux vitaux.

De plus, la tentative de l'élite dirigeante américaine d'utiliser le militarisme pour pallier au déclin de sa position dans l'économie mondiale, engendre des tensions internationales de plus en plus dangereuses et une menace de guerres à venir encore plus sanglantes.

Alors même que l'hostilité à ces guerres s'accroît, les manifestations anti-guerre ont presque complètement disparu, asphyxiées qu'elles sont par une couche petite bourgeoise jadis de gauche qui soutient Obama et qui s'est en grande partie intégrée dans le Parti démocrate.

Un nouveau mouvement contre la guerre ne peut être construit que sur la base d'une rupture irrémédiable avec les Démocrates et une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement Obama et le système de profit capitaliste, source de guerre et de militarisme.

(Article original en anglais paru le 11 juin 2011)

Internationalnews WSWS

juin 2011

<http://www.internationalnews.fr/article-les-guerres-sans-fin-de-washington-par-bill-van-auken-76987181.html>

3-2 Ces victimes dont on ne parle pas...et ces chiffres que l'on ne publie pas!

La guerre et ses victimes africaines oubliées.

Deux articles viennent rappeler que du Sénégal au Niger la guerre plonge des familles dans la misère et les déplacements forcés.

Vu depuis la France le discours pro Kadhafi de nombre de réfugiés peut surprendre, mais il existe.

Il est nourri par la différence d'attitude de l'Occident vis à vis des différents gouvernements africains, le soutien aux dictatures à leur service et la guerre aux dirigeants manifestant des velléités d'indépendance.

Les leçons de démocratie que nos gouvernants ne s'appliquent pas à eux mêmes et mais entendent donner à des peuples qu'ils pillent le renforcent.

Que ne dirait-on dans les médias bien pensants si l'armée malienne intervenait en Espagne en soutien aux indignados brutalisés par la police...

"Aux premiers jours de l'insurrection, il y avait de jeunes bandits qui faisaient la loi et dès qu'ils voyaient un Noir africain, ils essayaient de le détrousser de tous ses biens et s'ils ne le bastonnaient pas, c'est parce qu'il a eu de la chance." Bou Bakayoko, chauffeur à l'ambassade du Burundi à Tripoli, trouvé ce matin d'avril dans le parking plein de bolides d'un grand hôtel de Tripoli, a la peur à la bouche. Le ressortissant malien jette des regards furtifs par-ci et par-là, comme s'il se sentait épié. Tantôt à droite, tantôt à gauche. Il tente de cacher sa nervosité, mais son visage, plein de rictus, trahit ses appréhensions. Il se tait un moment, regarde au loin comme s'il guette le pire. La mort qu'il a pensé voir venir depuis le 15 février dernier, date du début des affrontements en Libye entre les soldats loyalistes pro-Kadhafi et les rebelles de Benghazi. Dans cet « enfer » libyen, théâtre d'une guerre de rues où l'ennemi peut être n'importe qui, Bou Bakayoko regarde par deux fois avant de placer un mot. Le danger peut surgir de partout, de n'importe où : du quidam qui passe ou de l'immeuble d'en face.

Aujourd'hui, alors que Tripoli se transforme en zone de guerre, que les insurgés, rapporte la chronique locale, se rapprochent de plus en plus de la capitale, qu'une infernale pluie de bombes de la Coalition internationale tombe drue sur la ville jusqu'à détruire une partie du bureau du guide, Mouammar Kadhafi, l'inquiétude est palpable chez... les Noirs africains résidant dans la capitale libyenne. La peur est sur tous les visages, perceptible dans chaque mot, chaque phrase de ces Africains du sud du Sahara, venus faire fortune en Libye et piégés par cette guerre intestine qui ravage leur "eldorado". En proie à toutes sortes de brimades et d'exactions, coincés entre les frappes de l'Otan, les drones américains et les tirs de riposte des soldats loyalistes, ils ne savent plus à quel...camp se vouer. A quel sort s'attendre.

Le docteur Mouhamadou Lamine Ndiaye, qui travaille dans la réputée clinique Oumar Moctar de Tripoli et collabore avec l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) témoignent qu'ils veulent partir maintenant, tout de suite, à la maison, ou dans n'importe quel autre pays où ils pourront travailler. *"C'est vrai que c'est de plus en plus difficile dans ce pays, mais, par principe, je suis contre l'émigration clandestine. Et c'est pourquoi en collaboration avec l'OIM, je fais des campagnes de sensibilisation auprès des Africains pour leur demander de ne pas voyager à tout prix vers des destinations aventureuses, comme, par exemple, passer par la Tunisie pour aller rejoindre Lampedusa (Italie). Mais malgré tout, certains y vont au péril de leur vie. J'ai vu personnellement plusieurs cadavres enterrés dans le désert"*.

D'autres n'ont pas le choix : ils devront rester en attendant que la situation se calme, que tout revienne à la normale. Comme au temps où le pays de Kadhafi offrait mille et une opportunités et qu'ils gagnaient bien leur vie en toute dignité, loin des humiliations et des brimades qu'on leur faisait subir aujourd'hui. Abdoul Dia, Mauritanien d'une cinquantaine d'années qui a passé 18 longues années dans ce pays, refuse d'abandonner Tripoli. *"Je ne peux pas d'un seul coup quitter la Libye comme ça, car je suis ouvrier-tapissier et mon business marche bien à Tripoli. Même s'il m'est difficile de travailler convenablement dans l'état actuel du pays, je pense que la situation va finir par se décanter. Et puis, je n'ai pas de problèmes ici, les autochtones pensent même que je suis Libyen, tant je suis bien intégré. Non, je ne peux pas quitter ce pays"*, persiste-t-il.

C'est le silence-radio des chefs d'Etat africains qui semble le plus déprimer les ressortissants des pays de l'Afrique subsaharienne résidant dans la capitale libyenne. Francis Fouko, béninois de nationalité, travaille dans une ambassade accréditée à Tripoli. Cet homme râblé d'une trentaine d'années n'hésite pas à pointer un doigt digne de Zola sur les dirigeants de l'Afrique noire. *"J'accuse les Présidents africains, mais surtout cette organisation fantoche qu'est l'Union africaine, dénonce-t-il. Car si quelqu'un vous soutient dans la vie de tous les jours, quand il a des problèmes, il faut le soutenir. Et je n'ai pas senti les chefs d'Etat africains faire ça pour Mouammar Kadhafi. Je ne comprends pas pourquoi, c'est comme s'ils ont tous peur des Occidentaux et moi en tant qu'Africain, je ne me l'explique pas. Le Guide Kadhafi a toujours eu des idées généreuses pour le continent africain"*, affirme-t-il.

Biyawourou, chauffeur à l'ambassade du Bénin, approuve : *"Les chefs d'Etat africains devraient apporter leur soutien à Mouammar Kadhafi qui les aide beaucoup financièrement, peste-t-il. Finalement, c'est comme si les chefs d'Etat africains étaient à la solde des occidentaux."*

Weekend Magazine (Sénégal) le 31/05/2011 dans D'après Mor Talla GAYE

Etonnant que l'article ne fasse pas référence au refus par l'OTAN des propositions de l'Union Africaine qui allaient dans le sens de la paix et que Kadhafi avait acceptées...

Vu du Niger

Quelque 66 200 Nigériens ont quitté la Libye pour retourner au Niger depuis la fin février. En Libye, la majorité d'entre eux travaillaient dans le domaine agricole et gagnaient jusqu'à 216 dollars (100 000 francs CFA) par mois. Selon une évaluation réalisée par le gouvernement, [1], la plupart des retournés sont au chômage et ils sont nombreux à s'être endettés pour payer les frais administratifs élevés exigés pour l'entrée au pays et les coûts de transport excessifs pour le trajet depuis la Libye – un voyage d'environ trois semaines à travers le désert.

« Nous sommes des milliers de jeunes à avoir quitté [la Libye] pour retomber dans le chômage au Niger. Nous n'avons d'autre issue que de faire le mendiant ou le voyou », a dit à IRIN Abdelkadre Moussa, un retourné natif d'Agadez, dans le centre du pays. *« C'est la Libye qu'on bombarde, mais c'est le Niger qu'on tue ».*

Selon l'évaluation du mois d'avril, près de la moitié des villages du département de Tanout, dans la province de Zinder, où 15 000 retournés se sont réinstallés, sont considérés comme vulnérables. Cela signifie que les villageois ont déjà perdu un nombre significatif de têtes de bétail ; qu'ils sont confrontés à des pénuries d'eau ; qu'ils ont souffert de déficits agricoles en 2009 et 2010 ; et qu'ils ont de la difficulté à se procurer de la nourriture à cause des prix élevés des denrées alimentaires.

« Le retour de ces migrants risque d'accroître la vulnérabilité de ces communautés », a dit à IRIN Mamoudou Daouda, représentant de l'OIM à Dirkou. *« Dans certains cas, l'économie du village entier reposait sur ces transferts de fonds...La situation risque de devenir intenable ».*

D'après M. Daouda, les stocks de céréales sont trop bas pour combler les besoins de l'ensemble des retournés. Les régions de Gouré et de Tanout ont connu six saisons consécutives de déficits agricoles. De nombreuses familles vendent les rares animaux qu'il leur reste afin d'aider les nouveaux arrivants. Grâce aux travailleurs migrants, le département de Gouré recevait jusqu'à 217 000 dollars (soit 100 millions de francs CFA [2]) par semaine. Mais ces fonds se tarissent. Alhadji Amarma, qui aidait auparavant les travailleurs à transférer leur argent à leur famille à Agadez, a dit à IRIN qu'il n'avait désormais que peu ou pas de travail. La plupart des hommes avec qui IRIN s'est entretenu à Agadez ont dit qu'ils envoyaient auparavant entre 108 et 216 dollars par mois à leur famille.

Adamou Habi, membre du comité de gestion des réfugiés de la Libye et représentant du gouverneur d'Agadez, a dit à IRIN : « *L'heure est grave, très grave ! Nous sommes débordés par le flux de ces gens ! On fait de notre mieux avec l'aide de quelques rares personnes qui aident les gens à rentrer chez eux, mais je ne pense pas qu'on puisse tenir bien longtemps* ».

La semaine dernière, le gouvernement a appelé les bailleurs de fonds internationaux à apporter leur soutien aux retournés et à leur famille.

Le gouvernement, les organisations d'aide humanitaire et les bailleurs de fonds doivent répondre à l'appel avant la mi-juin, qui est traditionnellement le début de la période de soudure au Niger, ont souligné les responsables du gouvernement.

Le flot de retournés a récemment diminué, a dit M. Daouda. Cinq cents personnes traversent maintenant chaque jour la frontière du Niger, contre 1 200 à la mi-avril. Les femmes et les enfants sont cependant plus nombreux, ce qui indique que les travailleurs emmènent leur famille avec eux.

D'après irinnews.org

Transmis par Lindsay

Rappelons que selon la FNTE CGT (fédération CGT des travailleurs de l'état la guerre en Libye coûtait avant l'intervention des hélicoptères qui en encore ont renchéri le prix **1,2 millions d'euros par jour à la France...**

[1] le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et l'organisation non gouvernementale (ONG) Care International

[2] ou 150 000 euros

La Belgique, toujours tricolore, fait très bien elle aussi:

«La Belgique est l'un des pays les plus impliqués dans l'opération en Libye, avec six chasseurs-bombardiers F-16 qui participent aux bombardements au départ de la base aérienne d'Araxos (ouest de la Grèce) et un chasseur de mines naviguant en mer Méditerranée.

Seule une petite dizaine de pays participent aux frappes aériennes, les avions belges ayant déjà largué plus d'une centaine de bombes.

"Nous aimerions voir l'effort mieux partagé", a-t-on confirmé dans l'entourage du ministre belge de la Défense, Pieter De Crem.» - Belga, 08/06/11

Puisque l'Otan prétend "protéger les civils" avec de l'uranium appauvri, il est peut-être utile de rappeler l'étude parue l'an dernier démontrant que, six ans après avoir été libérée du terrorisme par les bombes états-uniennes (notamment) à l'uranium appauvri, la ville de Fallujah connaît une hausse spectaculaire des cas de cancers, (multiplication par 4, et par 12 pour les moins de 14 ans) et de déformation à la naissance : cf par ex

http://www.lepoint.fr/monde/une-troublante-hausse-des-cancers-a-falloujah-06-08-2010-1222802_24.php

7 juin 2011

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19